

ÉDITION FRANÇAISE

Numéro hors-série N° 1 - samedi 31 octobre 2020

rollingstone.fr

# Rolling Stone

SPÉCIAL  
ÉLECTIONS  
AMÉRICAINES  
2020



Joe Biden peut-il battre Donald Trump ?

# LE FUTUR EN BALANCE

BEN HARPER ★ THE STRUTS ★ NEAL CASAL ★ DAVID BOWIE

Numéro 127 - NOVEMBRE 2020  
rollingstone.fr

# Rolling Stone

PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE  
JUSQU'OU  
IRA TRUMP POUR  
GAGNER ?

RÉÉDITION

## Tom Petty

Les trésors perdus de *Wildflowers*

HOMMAGE

## Eddie Van Halen

Le dernier saut

PLUS

Paul McCartney  
Le Dalai Lama  
Divine Comedy  
Oliver Stone  
Lang Lang

ENQUÊTE

## Raconter l'Amérique

Avec les journalistes français à Washington

Interview *exclusive*

# Bruce Springsteen

Des fantômes, des guitares et le E Street Band

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX DÈS LE 4 NOVEMBRE

Et sur [boutique.rollingstone.fr](http://boutique.rollingstone.fr)

## ROLLING STONE FRANCE

**DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :** Michel Birnbaum

**RÉDACTEUR EN CHEF :** Belkacem Bahlouli  
**SECRÉTAIRE DE RÉDACTION :** Catherine Amado

**RÉDACTION :** 53, rue Claude-Bernard, 75005 Paris.  
Tél. : 01 44 39 78 20  
redaction@rollingstone.fr

**RÉDACTRICE EN CHEF PÔLE NUMÉRIQUE :**  
Alma Rota (alma@rollingstone.fr)

**PUBLICITÉ & PARTENARIATS :**  
chez l'éditeur : alma@rollingstone.fr

**ADMINISTRATION ET GESTION :**  
53, rue Claude-Bernard, 75005 Paris  
Tél. : 01 44 39 78 20  
**PRÉSIDENT :** Michel Birnbaum

**SERVICE ABONNEMENTS :** offre valable jusqu'au  
31 décembre 2020, réservée aux nouveaux  
abonnés. Tel service Abonnements :  
09 88 99 47 78.

E-mail : relationclient@rollingstone.fr  
Conformément à la Loi Informatique  
et Libertés du 6 janvier 1978, vous disposez  
d'un droit d'accès et de rectification des  
informations vous concernant en adressant  
un courrier à Rolling Stone, 53, rue Claude-  
Bernard, 75005 Paris, France ou en écrivant  
à dpo@positivemedia.fr

**SUR : BOUTIQUE.ROLLINGSTONE.FR**  
**PRIX ABONNEMENT UN AN : 98,95 €**

## ROLLING STONE USA

**GUS WENNER,** PRESIDENT & CHIEF OPERATING OFFICER

**JASON FINE,** EDITOR

**SEAN WOODS,** DEPUTY EDITOR

**JOE HUTCHINSON,** CREATIVE DIRECTOR

**CATRIONA NI AOLAIN,** DIRECTOR OF CREATIVE CONTENT

**JANN S. WENNER,** FOUNDER AND EDITORIAL DIRECTOR

## PENSKE MEDIA CORPORATION (PMC)

**JAY PENSKE,** CHAIRMAN & CEO

**GEORGE GROBAR,** CHIEF OPERATING OFFICER

**DEBASHISH GHOSH,** MANAGING DIRECTOR,  
INTERNATIONAL MARKETS

**KEVIN LABONGE,** VICE PRESIDENT, GLOBAL  
PARTNERSHIPS & LICENSING

**GURJEET CHIMA,** SENIOR DIRECTOR, INTERNATIONAL  
MARKETS

**LAURA ONGARO,** EDITORIAL & BRAND DIRECTOR,  
INTERNATIONAL

Copyright © 2020 by ROLLING STONE is owned and published by Penske Media Corporation. All rights reserved. Reproduction in whole or in part without permission is prohibited. The name ROLLING STONE and the logo thereof are registered trademarks of Penske Media Corporation, which trademarks have been licensed to POSITIVE MEDIA.

**ROLLING STONE HEBDO HORS SÉRIE N° 11 - NOVEMBRE 2020.** Rolling Stone est une publication éditée par RS FRANCE, SAS au capital de 1 000 euros. RCS Paris 878 718 436. Siège social et rédaction : 53, rue Claude-Bernard, 75005 Paris. Tél. : 01 44 39 78 20. Dépôt légal : dernier trimestre 2020. Diffusion : MLP. Numéro de commission paritaire : 1220 K 82240. ISSN : 1764-1071. Imprimé par Imprimerie de Compiègne. Les documents reçus ne sont pas rendus, et leur envoi implique l'accord de l'auteur pour leur libre publication.  
© 2020/RS FRANCE

www.rollingstone.fr

**En couverture**  
**Joe Biden vs Donald Trump**  
par **Andy Tuohy**

photos de Trump et Biden par Getty Images

# 3 novembre



@75\_belkacem

## PARTAGEZ VOS IDÉES

### NOUS VOUS ÉCOUTONS !

Écrivez-nous à  
redaction@  
rollingstone.fr

Ces quatre dernières années ont été éprouvantes. Et pour quiconque se passionne pour l'actualité politique américaine, on peut dire qu'on a été servis. Et en quantité, à coup de tweets, d'occupation d'espace médiatique, de saillies en tout genre, de chaos organisés à de seules fins électorales, de bataille d'images, d'information et de contre-information, de réalité alternative et surtout de mensonges éhontés et de théories complotistes et conspirationnistes. Jamais l'expression *fake news* n'aura été autant utilisée depuis l'accession à la Maison blanche de Donald J. Trump, ci-devant 45<sup>e</sup> président des États-Unis.

Tout chez cet homme dépasse l'entendement, s'il a remporté la charge politique la plus importante de la planète un jour d'automne 2016, rien dans son attitude n'a pu révé-

ler une quelconque aptitude à la fonction d'un homme d'État. Dire qu'il n'a pas été à la hauteur de la situation relève de l'euphémisme et ses coups d'éclat, sa diplomatie à l'estomac ou ses auto-proclamés talents de négociateur ont montré toute l'étendue de ce désastre ambulante. Et s'il rappelle à longueur de meeting qu'il doit son poste à son prédécesseur Barack Obama, il oublie surtout de dire qu'il le doit autant aux Russes qu'à l'impopularité de la candidate démocrate Hillary Rodham Clinton... Qui, elle, avait pourtant gagné de manière très nette le vote populaire.

Sa présidence aura été un show permanent, mêlant incompétence et mauvais goût, vulgarité et ignorance : qui peut oublier la tripoté de conseillers, voire de chefs de cabinet qui se sont succédés autour de lui à la Maison blanche avant de partir en claquant la porte - ou en se faisant "virer" ! - ou encore son entourage compte un nombre de records de condamnés ou mis en examen. Une présidence *show-off* qui n'a rien à montrer qu'un mauvais exemple à ne pas suivre, dont le seul but pour se maintenir au pouvoir sera de diviser pour régner et de transformer les villes en champs de bataille. Ce n'était pas une présidence ordinaire ou extraordinaire, ce n'était pas une présidence du tout. Il s'agissait d'une émission de télé-réalité, où les egos gonflés à bloc le disputaient aux plus gros retournements de vestes, de Lindsay Graham à Kayleigh McEnany qui, après avoir raillé Trump l'ont rallié sans même se retourner.

À quelques jours d'une présidentielle dont l'enjeu n'a jamais été aussi considérable, ici, à Rolling Stone, nous avons décidé avec ce hors série spécial de revenir sur cette période que nous avons suivis chaque mois avec l'aide de spécialistes français reconnus mais aussi avec celle de la rédaction américaine basée à New York. Il fallait analyser les ressorts de cette présidence atypique qui a déstabilisé le monde et comprendre comment l'administration Trump a méthodiquement réussi à créer une division dont le pays aura beaucoup de mal à se remettre, tant les haines auront été exacerbées. Et à regarder de près le déroulement de l'élection, avec ses tricheries honteuses, ces files d'attentes interminables devant les bureaux de vote, on comprend que l'une des plus vieilles démocraties du monde est en danger.

L'édition américaine de ce magazine a publié un numéro spécial en soutien au candidat démocrate Joe Biden, nous vous en proposons ici les meilleurs extraits. 🗳️

---

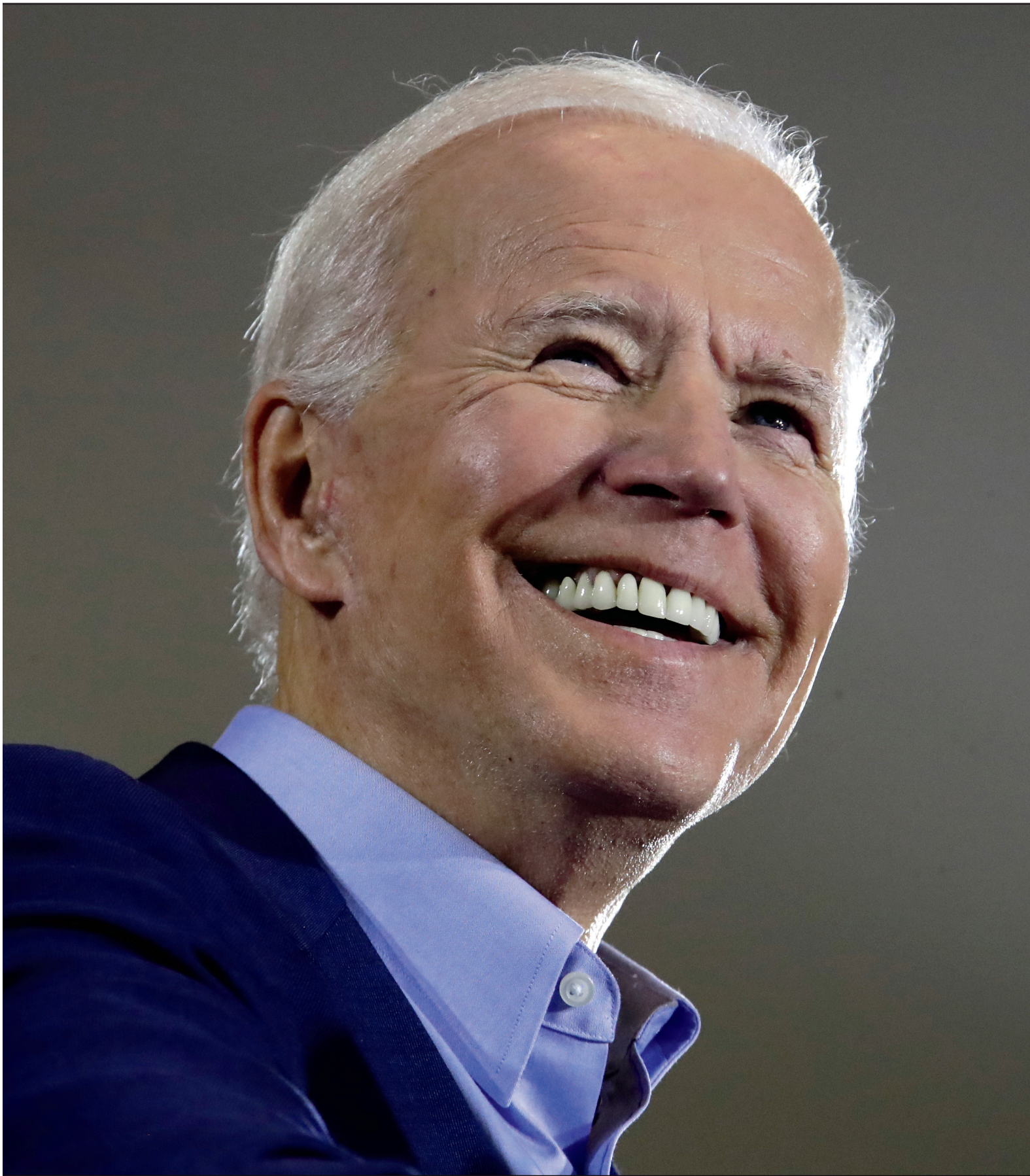
**JOE BIDEN**

---

# Changer le futur

---

*CES QUATRE DERNIÈRES ANNÉES, les États-Unis ont été dirigés par un homme incapable d'être président. Heureusement pour l'Amérique, Joe Biden, est l'opposé de Donald Trump à presque tous les égards : le candidat démocrate fait preuve de compétence, de compassion, de stabilité, d'intégrité, de retenue. Plus important encore à l'heure actuelle, il a un profond respect pour les institutions de la démocratie américaine et une grande connaissance de la façon dont notre gouvernement, avec son système d'équilibre des pouvoirs, est censé fonctionner. Il aspire à diriger le pays en tant que président, pas dictateur. L'élection de 2020 offre donc une chance à la nation de se reconstruire après le naufrage raciste, autoritaire et incompetent auquel l'a conduit son 45<sup>e</sup> président.*



GENE J. PUSKAR/AP IMAGES

Il n'est pas exagéré de dire que l'expérience américaine est en jeu durant ces élections. Quatre années de Trump, ce sont 210 000 morts d'une crise sanitaire grave mais évitable, des dizaines de milliers de personnes au chômage ou dans la précarité, une crise climatique cataclysmique ignorée, nos institutions démocratiques délabrées, et la confiance dans les représentants élus au plus bas. L'Amérique est-elle capable de s'éloigner de ce précipice ? De se détourner de la politique du ressentiment pour se reconstruire sur l'idée commune du progrès ? Cela reste à voir, mais élire Biden est la première étape. Malgré les multiples crises en cours, le démocrate conçoit le renouveau dans l'unité. *"Notre avenir est trop radieux pour qu'on le fasse s'échouer sur le banc de la colère, de la haine et de la division"*, a-t-il déclaré en octobre, près du champ de bataille de Gettysburg.

Biden ne se contente pas de discours positifs. Durant sa campagne, il a montré l'exemple. Il a fait preuve de confiance et d'ouverture en choisissant comme colistière sa plus féroce critique durant les débats de la primaire, la sénatrice de Californie Kamala Harris, et a fédéré un soutien d'une diversité jusque-là inconcevable, depuis Bernie Sanders, Barbara Lee et Alexandria Ocasio-Cortez à gauche jusqu'à John Kasich, Cindy McCain et Bill Kristol à droite. Biden a promis d'être le président de tous les Américains, par opposition à Trump, qui n'a gouverné que pour ses partisans et a un jour songé tout haut que le nombre de morts causé par la pandémie n'était pas si terrible *"si on enlève les États bleus [démocrates]"*. Cette large acceptation de Biden est sa force. Mais sous ce grand chapiteau, son programme offre des solutions progressistes à tous les grands problèmes auxquels fait face ce pays. Et l'ancien vice-président à l'expérience pour les mettre en œuvre.

## Un projet ambitieux pour le climat

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE N'EST pas un problème lointain. C'est notre présent mortel. Comme les incendies qui ont ravagé l'ouest et le nombre record de tempêtes sur la côte Atlantique l'ont montré, nous vivons déjà avec le dangereux résultat de l'accumulation de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Trump et son parti vivent dans le déni, rejettent les faits scientifiques les plus basiques et persistent à autoriser sans entraves l'extraction d'énergies fossiles.

BIDEN, AU CONTRAIRE, CROIT en la science, et parle du réchauffement comme d'une "menace existentielle". Il a épousé l'idée d'un "New Deal" vert traçant un chemin pour limiter le réchauffement catastrophique de la planète en parvenant à la neutralité carbone d'ici 2050, grâce à un investissement de 2 billions de dollars : énergies propre, maisons isolées et à énergie solaire, réseaux de transport décarbonés. Tout ceci créerait des millions d'emplois durables. *"Quand Do-*

*nald Trump pense au changement climatique, le seul mot qu'il soit capable de dire est 'hoax', a déclaré Biden. Quand je pense au changement climatique, le mot auquel je pense est 'emplois'."*

Il s'agit d'une crise mondiale. Et avec ses décennies de service, Biden maîtrise bien la politique étrangère, ce qui lui permettra non seulement d'inverser la course anti-climat de Trump, mais aussi de réaffirmer le leadership des États-Unis pour conduire le monde vers des solutions climatiques équitables.

## Un chemin vers la justice sociale

BIDEN RECONNAÎT L'EXISTENCE D'UN racisme systémique en Amérique et n'a pas peur de dénoncer le poison des colporteurs de suprémacisme blanc, comme le président actuel, qui a complimenté les néo-nazis qui défilaient avec de torches à Charlottesville (*"des gens vraiment bien"*) et qui ne s'est pas détaché de groupes violents comme les Proud Boys lorsqu'on lui en a donné l'occasion lors d'un débat, leur demandant plutôt de *"se tenir prêts"*.

Après quarante ans à Washington, le vétéran Biden doit aussi se racheter sur certains points. La loi contre la criminalité de 1994, qu'il a aidé à faire passer au Sénat, a étendu le complexe de prisons industrielles américain. Mais malgré son âge, Biden a gardé une pensée agile, à l'écoute des changements du monde. Son choix de Harris est historique, il crée l'opportunité pour une femme noire d'être à un pas de la présidence, et Biden a promis qu'elle serait sa partenaire dans la gestion du pays. Cette décision a permis à la base électorale démocrate qui a scellé sa nomination de garder foi en lui. Biden promet également d'être un "président de transition" et de passer le relais à la génération suivante, qu'il appelle *"la plus ouverte, avec le moins de préjugés"*. L'un des grands projets politiques de Trump a été de faire du suprémacisme blanc une idéologie parmi d'autres dans le spectre politique. Pour Biden, il n'y aura pas de place pour la haine. *"J'ai fait une erreur, a-t-il récemment déclaré. Je pensais qu'on pouvait battre la haine... Mais elle ne fait que se cacher. Et quand une personne d'autorité souffle de l'oxygène dans cette cachette, il donne à ces gens une légitimité pour en sortir."*

## Protéger les droits LGBTQ

BIDEN PROMET DE RENSERISER la politique ouvertement discriminatoire de l'administration Trump envers la communauté LGBTQ. Biden fera appliquer le Civil Rights Act et son interdiction de la discrimination à l'emploi basée sur l'identité de genre et l'orientation sexuelle. Il permettra à nouveau aux Américains transgenres de servir dans les forces armées. Il révoquera la permission fédérale de faire de la discrimination contre les LGBTQ dans la santé et mettra un terme aux me-

naces de l'administration Trump d'autoriser les refuges pour sans-abris à refuser des personnes trans, et aux agences d'adoptions de rejeter tous les couples de même sexe. Biden, qui a aidé à faire avancer l'administration Obama sur le mariage pour tous, a également promis de s'assurer du passage de l'Equality Act, qui inscrirait toutes ces protections dans la loi pour se prémunir des lubies d'une autre administration.

## Une politique d'immigration plus juste

LA POLITIQUE ANTI-IMMIGRATION DE Trump a bloqué l'accès aux États-Unis à une large portion du monde musulman, tout en forçant les contribuables américains à payer des milliards pour "le mur". Ses actions inhumaines, comme séparer à la frontière les parents de leurs enfants, dont des mères de leur nourrisson, ont entaché l'image de notre nation. *"Cela fait de ce que nous sommes un mensonge devant le monde entier"*, a déclaré Biden, qui propose une politique pour renouveler l'idéal d'une Amérique nation d'immigrants. Il promet de protéger les "Dreamers", de s'occuper des réfugiés au fur et à mesure de leur arrivée (plutôt que de les laisser attendre dans les limbes dangereuses des villes frontalières mexicaines), de mettre fin aux centres de détention à but lucratif et d'arrêter de terroriser les résidents respectueux de la loi à coups de raids des autorités. Tout en insistant sur le fait qu'il continuera de *"contrôler nos frontières"*, Biden promet une réforme complète créant une *"feuille de route vers la citoyenneté"* pour les 11 millions de sans-papiers du pays. *"Quand les immigrants réussissent, a lancé Biden, nous réussissons tous."*

## Une fiscalité plus juste

BIDEN VEUT LEVER DES billions de dollars en taxant les plus hauts revenus du pays, en divisant par deux l'exonération de droits de succession, et en défaisant les cadeaux fiscaux les plus scandaleux qu'a fait Trump aux entreprises en 2017. Il est important d'être clair sur ce que Biden propose au sujet de la fiscalité. Il n'est pas Sanders. Sa ligne : ne pas vouloir "punir" qui que ce soit. Très bien. Mais en ces temps éprouvants, alors que des centaines de milliers de petites entreprises ferment sans avoir commis la moindre faute, est-ce punitif que de demander à ce que des milliardaires comme Jeff Bezos, lequel s'est énormément enrichi depuis le coronavirus, de payer plus pour bâtir une économie qui fonctionne pour les travailleurs américains ? Sanders, par exemple, a présenté un texte visant à prélever 60 % des bénéfices obtenus par les milliardaires durant la pandémie. Biden serait sage de ne pas balayer ce genre de propositions d'un revers de la main.



**DREAM TEAM** : Biden : "Notre avenir ne doit pas s'échouer sur les bancs de la colère, de la haine et de la division".

## Étendre l'accès aux soins

BIDEN, QUI DANS UNE tirade célèbre a dit que le passage de l'Obamacare était un "big fucking deal", a promis de protéger l'Affordable Care Act des assauts républicains et d'étendre le programme, notamment en négociant avec les hôpitaux et les médecins pour maîtriser les coûts. Le plan santé de Biden comprend des remboursements plus généreux et l'extension du dispositif aux classes moyennes élevées, pour s'assurer qu'aucune famille ne dépense plus de 8,5 % de ses revenus en frais de santé. La situation est critique. Aux plus de 5 millions d'Américains ont perdu la couverture santé de leur employeur avec la pandémie, s'ajoutent quelque 1,25 millions qui ont été écartés de l'Obamacare sous Trump. Des analyses indépendantes suggèrent que le programme de Biden pourrait étendre la couverture santé à 20 millions d'Américains. Si l'administration Trump remporte son procès visant à démanteler l'Affordable Care Act (la Cour suprême devrait statuer en 2021), 23 millions d'Américains pourraient perdre leur assurance santé.

## Défendre le droit à l'avortement

AU COURS DE SA longue carrière, Biden, qui est catholique, a louvoyé sur la question de l'avortement, déclarant que *Roe v. Wade* [un texte majeur pour le droit à l'avortement] allait "trop loin" et affichant son soutien pour un amendement interdisant le financement public de la plupart des avortements. Mais depuis, il s'est efforcé d'éclaircir sa

position, par exemple en s'engageant publiquement à faire entrer dans la loi les dispositions de l'arrêt *Roe* si jamais ce dernier était révoqué par une Cour suprême conservatrice. Il s'est aussi engagé à nommer des juges favorables à ces droits, à restaurer la couverture contraceptive originellement incluse dans l'Affordable Care Act, à reprendre le financement du planning familial et à abolir les règles mises en place sous Trump interdisant aux médecins de parler avec leurs patientes d'avortement. Il s'est aussi engagé à œuvrer pour réduire le taux de mortalité maternelle, élevé aux États-Unis, qui touche surtout les femmes noires..

## Naviguer à travers la pandémie

LES ÉTATS-UNIS POURRAIENT ATTEINDRE les 300 000 morts du coronavirus avant la fin de l'année. Le ratage de Trump sur la crise centrale de sa présidence a également aggravé le désastre économique qui a mis des dizaines de millions de personnes au chômage. Pour répondre à ces crises sanitaire et économique entremêlées, Biden a l'expérience. L'un de ses principaux lieutenants, Ron Klain, a dirigé l'action pour protéger l'Amérique du virus Ebola. Contrairement à Trump, Biden a un plan pour enrayer la propagation du virus - port du masque obligatoire, déploiement massif d'équipements de protection, de tests et de *contact tracing* - pour qu'écoles et entreprises puissent rester ouvertes.


MENER UNE RELANCE ÉCONOMIQUE est un défi dans les cordes de Biden. Vice-président d'Obama, il a dirigé la mise en œuvre du Recovery Act de 2009, qui a rebâti l'économie américaine après

la pire récession depuis la Grande Dépression (et ce sans les scandales de clientélisme qui ont défini la présidence Trump).

## Reconstruire la démocratie

BIDEN SERA CONFRONTÉ AU défi de reconstruire un gouvernement corrompu par Trump et ses sbires. L'administration actuelle, dirigée par un président ayant subi un impeachment pour avoir invité des interférences étrangères dans nos élections, a politisé des piliers de notre système, qui opéraient auparavant au-dessus de la mêlée. Le procureur général Bill Barr s'est comporté comme l'avocat personnel de Trump, allant jusqu'à lancer aux procureurs qu'ils ne travaillaient pas pour le peuple mais pour le président. Même le service postal s'est rendu complice des manigances anti-démocratiques de Trump, le ministre des Postes Louis DeJoy ayant démantelé des machines de tri dans des districts démocrates pour perturber les élections. Un juge a estimé en septembre : "au cœur des actions de DeJoy et du service postal, il y a la privation du droit de vote." Le fonctionnement quotidien de notre gouvernement pourrait être ranimé, grâce à Biden, après un seul mandat de Trump. Mais si ce dernier obtient quatre années de plus, l'Amérique telle que nous la connaissons deviendra méconnaissable. La corruption pourrait s'installer dans nos agences publiques essentielles, et notre démocratie pourrait ne jamais vraiment s'en remettre.

## Restaurer l'image de la nation

TOUT AUTANT QU'UNE QUESTION politique, cette élection est un référendum sur l'image : celle du président et celle de la nation. L'Amérique n'a pas besoin d'un saint dans le Bureau ovale, mais elle vacille avec un homme détraqué aux commandes. Trump est un narcissique, un égocentrique, un menteur éhonté et sectaire, incapable de comprendre la notion de sacrifice pour le bien commun, alors qu'il exige de ceux qui servent sous ses ordres une totale allégeance. Le vécu de Biden et sa grande empathie n'en font pas seulement un bon candidat, mais un candidat hors du commun. Il sait ce que cela signifie de perdre quelqu'un, ce qui le rapproche émotionnellement des Américains. Cela lui donne l'autorité morale de nous demander à tous de faire des sacrifices. Biden nous rappelle les responsabilités de la citoyenneté : nous penser comme les fibres du tissu de notre société, nous devoir fidélité les uns envers les autres, individuellement et collectivement, et être liés par les valeurs au cœur de l'expérience américaine. Trump a aboli ces principes et prêche pour une doctrine d'individualisme extrême, je garde ce qui est à moi et les voisins peuvent aller se faire voir, allant jusqu'à éprouver de la satisfaction à voir souffrir ceux qui ne prennent pas part à son culte de la personnalité. 

# LA SÉDITION DE DONALD TRUMP

L'un des historiens les plus influents du pays explique que la subversion de la démocratie par le président et son principal complice, le procureur général Bill Barr, a poussé l'Amérique au bord du gouffre.

PAR SEAN WILENTZ

**A** VANT QUE DONALD Trump ne se fasse infecter par le coronavirus, il avait déjà cimenté sa place de pire président de l'histoire des États-Unis. À présent, après s'être moqué de Joe Biden lors du premier débat pour son port du masque, Trump s'est avéré être un dangereux super-propagateur, à risquer la vie de donateurs lors d'une collecte de fonds dans le New Jersey, ainsi que celles des agents des services secrets chargés de le protéger quand il a exigé une étrange opération photo à l'extérieur de l'hôpital de Walter Reed. Les uns après les autres, ses conseillers et assistants (et sa femme) se sont retrouvés victimes du virus. La politique de Trump sur le coronavirus, ou plutôt son absence, avait déjà montré ses morbides consé-

quences. Herman Cain, l'ancien roi de la pizza, pourrait en témoigner s'il n'était pas mort des complications liées au virus après avoir assisté au funeste meeting de Tulsa, rempli de fanatiques qui hurlaient le visage découvert.

Après avoir exigé de sortir de l'hôpital, Trump a monté un spectacle digne du *Dictateur* de Charlie Chaplin, sauf que ce n'était pas une parodie. Ayant clairement du mal à respirer, le président a commencé à dire à la nation que le Covid-19, ce n'était pas grand-chose ("*Nayez pas peur*"), à jouer les gros bras tout en crachant du virus mortel. Le lendemain, il a tweeté qu'il n'y aurait plus de discussion autour d'une loi pour stimuler l'économie avant les élections. La Bourse de New York a immédiatement plongé. Mais cette performance de déséquilibré était en accord avec l'attitude du président depuis le début face à cette

menace : un mélange toxique de déni et d'invulnérabilité présumée.

Le refus de Trump de parler de la pandémie comme d'une urgence absolue de santé publique, couplé avec son dénigrement ignorant de la science médicale, a directement conduit à une explosion de morts, aujourd'hui bien au-dessus de 210 000, et à la pire crise économique depuis la Grande Dépression. Le coronavirus a tué plus d'Américains que la Première Guerre mondiale, la guerre de Corée, la guerre du Vietnam et toutes les guerres depuis combinées. Que Trump souffre de symptômes de la maladie pendant des mois ou qu'il guérisse, son héritage est déjà gravé dans le marbre : un échec catastrophique et mortel.

Ça, c'était juste pour commencer. La rhétorique raciste de Trump et ses signaux envoyés aux nationalistes blancs ont coupé la nation





en deux et instauré une polarisation politique d'une intensité jamais vue depuis la guerre de Sécession. Son encouragement implicite à la violence et aux manifestations armées a menacé l'État de droit. Sa tentative éhontée de chantage avec le président de l'Ukraine ("Mais faites nous une faveur"), afin de salir son principal adversaire politique (l'événement qui a déclenché son impeachment) l'aurait très certainement destitué sans le cynisme, la lâcheté et l'esprit partisan de la majorité républicaine au Sénat. Son obstruction de la justice, amplement documentée, au sujet de l'enquête sur la Russie (10 infractions, d'après le rapport Mueller) ; la corruption de sa position dans le but de s'enrichir lui et sa famille, en violation de la Constitution ; son sabotage volontaire du Premier Amendement en diabolisant la presse libre, la faisant passer pour l'ennemie du peuple... Tout ceci et bien plus encore en fait non seulement la pire prestation d'un président américain, mais aussi la conduite la plus subversive depuis Jefferson Davis, qui n'a pas été président.

La subversion de Trump est une crise existentielle immédiate pour la démocratie américaine, la pire depuis la guerre de Sécession. Il a délibérément essayé de discréditer et de délégitimer la démocratie elle-même. En qualifiant inlassablement l'élection à venir de truquée et de corrompue, en portant des accusations folles et sans fondement sur le vote par correspondance, Trump a empoisonné la politique. En demandant aux Proud Boys néo-fascistes et antisémites de se "tenir prêts" et à ses équipes d'aller intimider les électeurs, il a ouvertement appelé à perturber les élections. En refusant de s'engager à une transition de pouvoir paisible en cas de défaite, Trump a révélé son projet de coup d'État, avec la connivence et le soutien indéfectible du parti républicain.

Avant que Trump ne tombe malade, il a ouvertement révélé son plan, qui ressemblait à sa dernière chance de décrocher la victoire malgré une défaite quasi-certaine. En affirmant que les démocrates voulaient voler l'élection et en encourageant ses soutiens fanatiques à aller voter, puis à empêcher les autres de le faire, Trump a préparé sa base radicale à déchaîner un chaos organisé dans les rues en cas de défaite, une tactique standard dans les républiques bananières. Sa précipitation obscène à remplacer Ruth Bader Ginsburg à la Cour suprême (un geste cynique pour consolider la majorité de droite à la Cour) était, d'après Trump lui-même, un élément tout aussi important pour son projet de coup. Si Trump venait à perdre, comme les sondages le prévoient, alors son équipe, sur fond de chaos civil, essaiera de renvoyer le scrutin à la Chambre des représentants, où le Parti républicain contrôle la majorité des états et donc le résultat, ou bien devant la justice,

où elle peut espérer qu'au bout du compte, la Cour suprême, remplie de juges qu'il a nommés, déclare simplement Trump vainqueur. Les responsables républicains se déchargeraient de toute responsabilité en disant que la loi, c'est la loi, en sachant pertinemment que la décision finale aura été politiquement pré-déterminée. Le vol républicain de la présidentielle de 2000 aura l'air d'un coup d'essai pour le renversement de la démocratie américaine en 2020.

**L**a maladie du président n'a pas mis la stratégie sur pause, elle n'a fait que la rendre plus urgente. Sa prestation lors du premier débat, qui a repoussé les électeurs qui ont pu le voir sans filtre pendant 90 minutes et a suffi à doubler l'avance de Biden, n'a fait que le rendre plus dépendant de tactiques non-démocratiques. La situation autour de l'élection est tellement explosive qu'aucune prévision ne semble trop folle. Mais quand les historiens étudieront l'élection de 2020, il leur sera important de reconnaître que le plan de Trump prenait forme avant le virus. Ce ne sont pas de simples spéculations. Un précédent projet, qui a été révélé au grand jour, consistait à salir Biden, et cela a provoqué l'impeachment de Trump. Depuis, Trump a développé une stratégie consciente et délibérée : discréditer et rejeter le vote populaire, voire le collège électoral, pour rester au pouvoir.

Il n'a peut-être jamais cru qu'il y parviendrait. Si son plan échouait, il pouvait toujours utiliser la menace de coup d'État comme argument pour négocier un pardon pour tous ses crimes fédéraux, ainsi que ceux contre l'état de New York. La divulgation de sa feuille d'impôts par le New York Times a montré qu'il ne payait pratiquement rien et qu'il était un très mauvais homme d'affaires. Plus important encore, elle a montré que Trump pourrait, comme les membres de sa famille, avoir de sérieux ennuis avec la justice, avec de potentielles accusations de fraudes, de conspiration, et bien plus encore. Trump a toujours su qu'il était coupable, et il sait que lui, Ivanka, Don Jr. et Eric pourraient finir en prison. Quand le virus a frappé, il était déjà désespéré. Il était face à une élection et à une crise existentielle, toute aussi grave que celle qui touche la nation. Depuis son lit au centre médical de Walter Reed, alors qu'il souffrait de symptômes que son chef

de cabinet qualifiait "d'inquiétants", Trump diffusait encore des mensonges et semait le chaos. Ainsi, tandis qu'arrive le jour de l'élection, la question reste entière : comment en est-on arrivés là ? Comment est-ce que Donald Trump est parvenu à mener la nation au bord du gouffre, à rester au pouvoir malgré ses abus de confiance manifestes ?

**D'**abord, il y a sa base, véritable secte vénérant son Cher Leader, portée par un appareil de propagande élaboré comprenant Fox News, des radios de droite et des sites conspirationnistes. La peur de cette base enfiévrée, qui habite sa propre bulle médiatique, et le pouvoir immense de l'argent sale issu d'intérêts privés ont transformé ce qui reste du parti républicain en une filiale de Trump Inc. La majorité au Sénat cède un pouvoir énorme à Trump et sert de pare-feu face au contre-pouvoir du Congrès. Quand on parle des républicains, il est important de ne pas oublier leurs représentants en dehors du Congrès, qui ont aussi fait de leur mieux pour assurer le pouvoir de Trump. Parmi ces initiés subversifs, aucun n'a été plus essentiel pour protéger, guider et soutenir le régime de Trump (et son projet électoral) que le procureur général William P. Barr.

Quand Barr a remplacé le crétin incompetent qui servait de procureur général par intérim, Matthew Whitaker, en février 2019, le soupir de soulagement à Washington était presque audible. Le prédécesseur de Whitaker, Jeff Sessions, avait rendu Trump furieux par sa récusation de l'enquête sur de possibles ingérences russes dans l'élection de 2016. Sessions a ensuite consenti à la nomination d'un conseiller spécial, l'ancien directeur du FBI Robert Mueller. Aussitôt les élections de mi-mandat terminées en 2018, Trump a limogé Sessions et a nommé Whitaker en remplaçant temporaire. Mais finalement, Trump a choisi Barr, ce qui a pu apparaître comme un geste envers l'ancien establishment.

Barr n'avait aucun lien apparent avec Trump (pour qui la loyauté personnelle est primordiale) et avait auparavant servi comme procureur général de George H.W. Bush. Ce dernier, qui venait de mourir, n'avait pas seulement refusé de soutenir Trump, il avait même voté pour Hillary Clinton. Alors ce choix n'avait pas l'air logique.

**EN REFUSANT DE S'ENGAGER À UNE TRANSITION PACIFIQUE DU POUVOIR EN CAS DE DÉFAITE, TRUMP A RÉVÉLÉ SON PLAN POUR UN COUP D'ÉTAT, AVEC LE SOUTIEN DU PARTI RÉPUBLICAIN.**



**B**arr paraissait être ce qu'on appelle à Washington un institutionnaliste, c'est-à-dire le genre de républicain conventionnel qui en privé hait Trump. Ce que la plupart des observateurs avaient oublié, c'est qu'en 1992, Barr avait aidé à clôturer une bonne fois pour toutes le scandale Iran-Contra qui, pendant un temps, avait menacé de renverser Ronald Reagan et de déstabiliser George H.W. Bush. À présent, Barr allait carrément partir en guerre au service de Donald Trump - et de sa propre conception de l'Amérique comme d'une culture libérale dégénérée - qui avait besoin d'un système judiciaire de droite et d'un président autocrate.

En deux ans, Barr est devenu le procureur général le plus politique de l'histoire américaine. Bien sûr, il y a déjà eu des pourris à sa place avant : le bras droit de Richard Nixon, le taciturne John Mitchell, un repris de justice dans l'affaire du Watergate ; le pote sans éthique de Ronald Reagan, Ed Meese, qui a démissionné au cours du scandale Wedtech. Et avant eux, Harry Daughtery, procureur général de Warren G. Harding, patron du "gang de l'Ohio", impliqué dans le scandale du Teapot Dome.

Depuis sa nomination, Barr est devenu le sauveur public de Trump en ravageant l'État de droit qu'il assure vénérer et en utilisant tout le poids de sa position pour détourner les problèmes et faire avancer la politique du président. Barr a délibérément contrecarré le potentiel équilibre des pouvoirs au sujet de la corruption du Trump, a attisé les désordres dans les rues dont ne nourrit Trump, et tous deux ont coopéré pour des enquêtes

#### L'HOMME DU PRÉSIDENT

Trump a trouvé en la personne du procureur général Barr, le défenseur agressif dont il avait besoin ; Barr a vu en Trump le navire de son programme chrétien conservateur.

sur des officiels dévoués : effet politique maximum garanti à la veille de l'élection. Si Trump s'empare d'un nouveau mandat, il lui faudra sans doute remercier Barr plus que quiconque. Et si ça arrive, ce qui restera du département de la Justice comme institution au-dessus de

la politique partisane, au service des citoyens, s'écroulera de façon presque certaine et totale. Un état des lieux des dégâts déjà causés permet de l'affirmer.

Le premier outrage de Barr a été de précipiter le rapport Mueller. En exploitant son autorité, Barr a mis le rapport en attente pendant un mois, empêchant la presse et le public de le lire, pour que lui et son équipe l'éditent largement. C'était la bonne vieille stratégie éditer-retarder que les hommes de Nixon ont employé pour essayer d'étouffer l'enquête sur le Watergate en dissimulant les preuves la culpabilité de Nixon. La stratégie n'avait pas fonctionné à l'époque, mais Barr s'assurerait que ce serait le cas cette fois-ci. Ce serait la revanche de Nixon. Barr a publié une déclaration exonérant le président avant de sortir le rapport, lourdement caviardé et pourtant toujours accablant, quelques semaines plus tard. La tactique de retardement a eu l'effet désiré, et les détails des abondantes tentatives de Trump de faire obstruction à la justice et la volonté claire de jouer le jeu avec des agents étrangers pour gagner une élection ont été mis en sourdine.

Barr a servi de porte-parole à Trump, en re-peignant l'argumentaire de la Maison blanche d'un air d'autorité, en traitant de "bidon" toutes les accusations sérieuses contre le président et, en parfait Trump, en renversant les

rôles pour accuser les accusateurs de fabriquer des accusations et donc de commettre des crimes contre le peuple américain. Non content d'avoir blanchi Trump des conclusions du rapport Mueller, Barr a également utilisé le pouvoir du département de la Justice pour essayer d'éradiquer toute trace du scandale russe. Il y a d'abord eu le cas Michael Flynn, le lieutenant-général à la retraite supporter enragé de Trump que celui-ci a choisi pour être son conseiller à la sécurité nationale. Dans l'intérim entre l'élection et l'investiture, Flynn a eu des contacts inappropriés avec l'ambassadeur de Russie, Sergey Kislyak, au cours desquels ils ont discuté de possibles levées des sanctions imposées par l'administration Obama. La révélation de ces rencontres a conduit Flynn à démissionner, et il finira par plaider coupable d'avoir menti deux fois au FBI, un crime fédéral. Mais Trump voulait à tout prix le blanchir.

En mai dernier, il a semblé que le président allait accorder son pardon à Flynn, ce qui aurait causé une bronca politique. Mais Barr a fait le travail pour lui en faisant abandonner toutes les charges pesant contre lui par le département de la Justice, malgré les objections d'un juge fédéral, qui se trouvait avoir été nommé par Reagan. Un autre ancien juge fédéral, à qui on a fait appel pour réexaminer la question, a parlé d'une "faveur politiquement motivée et corrompue... qui n'est pas digne de notre système judiciaire."

**P**our Roger Stone, l'ami escroc de Trump et sa connexion à Wikileaks (et à travers ça, aux opérations de hacking militaire russes), Barr a fait encore pire. Début 2020, poussé par le président, il est intervenu personnellement pour s'assurer que Stone (condamné pour six crimes en lien avec la campagne de 2016) ne fasse pas ou peu de prison. L'affaire a fait trembler le département de Justice jusqu'à son cœur. Toute l'équipe du ministère public sur l'affaire est partie en signe de protestation, et plus de 2 000 anciens officiels du département ont appelé à la démission de Barr. Ce dernier rechignait à annuler complètement la sentence de Stone, mais il a préparé le terrain. Ensuite, Trump a commué la peine.

Pendant ce temps, Barr continuait ses efforts pour criminaliser le travail de renseignement autour de l'ingérence russe dans l'élection de 2016. En mai 2019, un mois après la publication du rapport Mueller caviardé, Barr a annoncé avoir nommé le procureur fédéral du Connecticut, John Durham, pour enquêter sur le travail du FBI sur la connexion Trump-Russie. Cette enquête équivalait à mettre les théories du complot de Trump en action, en plaçant des méchants de "l'état profond" dans le viseur. C'était l'heure de la

vengeance. Alors que les affaires Flynn et Stone éclataient au grand jour, Barr a brutalement révoqué le procureur général du district sud de New York, connu pour être puissant et indépendant, Geoffrey Berman. Républicain, nommé à ce poste par Trump en 2018 et ancien associé de Rudy Giuliani, Berman s'est avéré dangereusement professionnel et peu fiable pour Trump, notamment avec l'enquête sur Michael Cohen, l'ancien avocat personnel de Trump.

L'idée était de virer Berman, de qui Barr avait déjà dit qu'il fallait "le museler", et de faire choisir à Trump un remplaçant dans la foulée. Au début, Barr a menti à la presse en disant que Berman avait démissionné. Les spéculations sur le pourquoi d'une telle précipitation se sont immédiatement concentrées sur les enquêtes en cours sur les amis et associés de Trump, dans le cadre du financement du comité d'investiture et le rôle de la Halkbank turque, ainsi que sur deux associés véreux de Giuliani dans son escapade ukrainienne. Mais finalement, Berman ne s'est pas laissé faire, et même s'il a fini par quitter son poste, son successeur (qui n'était pas le favori de Trump) a continué le travail. Le plan a été déjoué, mais Berman a tout de même été évincé.

Les événements historiques de la fin du printemps et de l'été ont ouvert de nouveaux fronts et de nouvelles opportunités à Trump et son procureur général pour lancer une grande campagne de lois et ordres. Après le meurtre de George Floyd le 25 mai, des manifestations de masse contre l'injustice raciale ont balayé le pays. Trois jours plus tard, le nombre de morts de la pandémie de Covid-19 dépassait les 100 000. À cet instant précis, l'avance de Biden sur Trump dans les sondages s'est allongée.

La réponse de Trump à la pandémie a été de dénigrer la science et d'encourager la résistance aux appels à porter le masque, au respect la distanciation sociale, et aux confinements. Puis il a cherché à détourner l'attention de la pandémie en faisant passer les manifestations Black Lives Matter pour l'œuvre de radicaux violents et en fomentant une campagne d'effolement "loi et ordre", à la Nixon. Enfin, il a essayé de mettre le désordre dans les élections en affirmant sans aucune preuve que le vote par correspondance serait sujet à une fraude massive.

Barr ne s'est pas contenté de suivre les pas de Trump : il a souvent ouvert la voie. Il a mis le département de la Justice en conflit avec les officiels de la santé publique. En avril, tandis que certains états commençaient à assouplir leurs mesures, il a ordonné aux procureurs fédéraux d'être à l'affût du moindre arrêt anti-Covid qui "franchisse la ligne" et

violait soi-disant les droits constitutionnels. Il a traité les propositions de confinement national de pire abus contre les libertés civiles de toute l'histoire américaine, en dehors de l'esclavage.

Il n'y a pas eu de colporteur de mensonges plus efficace au sujet du vote par correspondance que le procureur général. En septembre, il a déclaré platement qu'il n'y avait "plus de vote secret" avec le vote par correspondance et insisté que "le gouvernement et les personnes impliquées peuvent savoir pour qui vous avez voté." Ce genre de propos est digne d'un pilier de bar, pas d'un procureur général des États-Unis. En réalité, il y a de nombreux garde-fous pour préserver la vie privée des électeurs. Les électeurs de certains états qui ont adopté cette méthode depuis des années les connaissent, tout comme le procureur général, qui a déjà voté de cette façon. Mais c'est sa gestion des manifestations Black Lives Matter qui reste son intervention autoritaire la plus audacieuse. La bataille de Lafayette Square le 1er juin restera comme l'incident le plus notable, quand Barr a ordonné de disperser par la force les manifestants pacifiques devant la Maison blanche, après quoi il a marché avec Trump jusqu'à l'église St-John, où le président a tenu haut une Bible récupérée dans le sac d'Ivanka pour la photo. Plus de 1 250 anciens employés du département de la Justice ont demandé une enquête interne sur le procureur général. Barr a esquivé les critiques en pointant les manifestations Black Lives Matter qui avaient tourné à la violence, affirmant que la foule avait été sommée de partir à trois reprises (sommations que les vidéos prouvent inaudibles) et que les gaz lacrymogènes n'avaient pas été utilisés, ce qui était faux.

Cette triste démonstration de force s'inscrit dans une démarche plus large d'incitation de la part de Barr, visant à faire empirer une situation déjà tendue avec une violence gratuite et une rhétorique incendiaire. À Portland, dans l'Oregon, par exemple, où il y a indiscutablement eu des manifestations violentes qui exigeaient des arrestations, le département de la Justice a surenchéri en envoyant des officiers fédéraux non-identifiés et armés dans le centre-ville, lesquels emmenaient des manifestants dans des véhicules non-identifiés. Plus tard, Barr

a poussé les procureurs fédéraux à accuser les manifestants de sédition, un crime majeur contre les États-Unis, rarement, voire jamais, mentionné en temps de paix.

La répression de Barr était conçue comme une distraction vis-à-vis de la gestion catastrophique de la pandémie, tout en permettant d'encourager les bandes armées d'extrême-droite. Les appels aux milices de Trump ont commencé longtemps avant sa mention des Proud Boys. "LIBÉREZ LE MICHIGAN", a tweeté tout en majuscules le président en avril, lorsque des troupes armées de fusils protestant contre les restrictions liées au Covid ont contraint le siège de l'état à fermer.

Ces trois mots étaient séditionnels dans le sens le plus exact du terme, un président ordonnant à des citoyens américains armés d'attaquer leur propre gouvernement. Ses actes pourraient être interprétés comme une attaque contre la clause de la Constitution qui garantit aux états "une forme de gouvernement républicaine", même contre les "violences internes". En fait, cela pourrait être la déclaration la plus subversive de notre histoire pour un président, un aperçu de la plus large subversion qui se déroule en ce moment même.

Alors comment William Barr, fonctionnaire conservateur respecté, a-t-il pu tomber aussi bas ? Comme tant de républicains qui se sont retrouvés dans l'orbite de Trump, il a été séduit jusqu'à devenir loyal, mais ça ne fait qu'égrotter la surface de ses motivations. Barr n'est pas devenu captif des intentions de Trump : comme d'autre vieux républicains, il a ses propres intentions. Trump utilise Barr, tout comme Barr utilise Trump. Les intentions de Barr sont très distinctes, rien d'aussi grossier que simplement supprimer les impôts des riches ou scander "L'Amérique d'abord". C'est une vision des États-Unis comme une nation chrétienne.

Il y a eu plusieurs articles forts sur l'émergence de Barr comme exécutif de droite. L'un des meilleurs, par Dana Milbank du *Washington Post*, parle de la jeunesse de Barr à Manhattan et de son caractère. Il est décrit par un camarade de classe comme "la brute de base" qui "abuse de son pouvoir", un "enfant sadique" avec une haine particulière pour les causes libérales et une "fixation vicieuse sur mon petit cul de juif -coco". Milbank note que les recherches

**"LE GOUVERNEMENT ET LES PERSONNES IMPLIQUÉES PEUVENT SAVOIR POUR QUI VOUS AVEZ VOTÉ." A DIT BARR. DES PROPOS DIGNES D'UN PILIER DE BAR, PAS D'UN PROCUREUR GÉNÉRAL DES ÉTATS-UNIS.**



**PRESTATION DE SERMENT**  
William Barr le jour de sa prestation de serment en tant que Secrétaire d'État à la Justice. Il a été nommé en 2019, suite à la démission de Jeff Sessions.

prouvent que les petits tyrans ont tendance à le rester à l'âge adulte, ce qui aiderait à expliquer non seulement le comportement actuel de Barr, mais aussi son admiration mutuelle avec Trump, ainsi que sa manière d'accuser de "jihad" les critiques de Trump, mettant sur le même niveau des opposants politiques et des terroristes islamistes. À travers Barr, Trump a accès à une compétence légale que Giuliani n'aurait jamais pu lui offrir, et Barr obtient de devenir l'homme de main indispensable, le pouvoir derrière le trône.

Mais Barr n'a pas qu'un tempérament, il a aussi des idées, décrites récemment dans *The Atlantic* de Donald Ayer, un ancien procureur fédéral sous George H.W. Bush. Après avoir examiné de près les 30 ans de carrière du procureur général, Ayer avance que Barr tient deux principes au cœur de sa pensée. La première, c'est que les États-Unis ont été fondés comme une nation religieuse, et plus spécifiquement chrétienne, dédiée selon Barr à "un ordre moral transcendant avec des standards objectifs de bien et de mal", révélé par Dieu à travers son église. La deuxième, c'est que contrairement à ce que Barr appelle "la version des cours d'éducation civique" de la Constitution, les fondateurs, en faisant le choix d'un chef exécutif unique, ont investi le président d'une autorité extrêmement large.

D'après Barr, les gouvernements "judéo-chrétiens" prévalaient avant le tumulte des années 60 (qu'il considère comme une vague de débauche abrutissante), quand la gauche immorale, unie dans ses attaques incessantes contre le sacro-saint pouvoir présidentiel, a commencé à renverser le dessein des fonda-

teurs. L'ennemi, un sécularisme militant, qui prend racine non pas dans la parole de Dieu, mais dans l'humanisme de la Renaissance et le rationalisme des Lumières, a déchaîné un chaos moral. Simultanément, écrit Barr, "un grignotage constant de l'autorité de la branche exé-

cutive, qui a précipité le Watergate" a réduit la présidence à une peau de chagrin. Trump, le candidat qui a payé une star du porno pour qu'elle se taise, n'était peut-être pas la personne idéale, mais il s'oppose fermement aux immoraux, les démocrates, qui d'après Barr essaient de créer une "utopie progressiste" débarrassée de la bénédiction de Dieu. Ce scénario de cauchemar doit être empêché à tout prix.

**P**our un historien, tout ça est complètement dingue. Les fondateurs, même s'ils étaient pour la plupart chrétiens, étaient précisément des partisans de ce rationalisme et de cet humanisme séculaires que Barr place à la source de tous les maux. Même si certains d'entre eux avaient tendance à invoquer la grâce de Dieu et à parler en des termes providentiels, ça n'a rien à voir avec fonder une nation chrétienne. S'ils avaient voulu le faire, ils n'auraient pas défini et ratifié une Constitution sans Dieu. De la même façon, la vision de la présidence de Barr est parfaitement fautive : loin d'être forte et omnipotente puis tombée en ruine dans les années 60, la présidence était plutôt faible (à quelques exceptions près, comme Abraham Lincoln) avant l'arrivée de Theodore Roosevelt. La plus grande expansion de l'au-

torité présidentielle a eu lieu au cours des XX<sup>e</sup> et XXI<sup>e</sup> siècles, avec l'avènement de la présidence impériale.

Quoi que vise Barr, ça n'a rien à voir avec ce qu'a établi la révolution américaine, ni avec aucune sorte de gouvernement qu'ait pu connaître cette nation. Ça s'apparente plutôt à une théocratie, supervisée par un président qui ressemble plus à un monarque élu. Trump, pour sa part, préférerait une kleptocratie à la Poutine. La vision de Barr, si on peut l'appeler ainsi, est une version américanisée de l'Espagne de Franco. C'est une doctrine anti-révolutionnaire qui est actuellement aux commandes du département de la Justice et qui cherche à gagner beaucoup, beaucoup plus de pouvoir. Premier point à l'ordre du jour : faire retourner Donald Trump à la Maison blanche par tous les moyens possibles.

Après que Trump est tombé malade, Barr, lui-même sous quarantaine au moment d'écrire ces lignes, a continué de conspirer pour jeter le doute sur le vote populaire, pour faire la promotion de l'enquête bidon de Durham, et pour proclamer que l'élection se jouait entre l'américanisme et la terrible menace de l'anarchie Antifa. C'est la dernière chance de Barr pour modeler une présidence autoritaire, une justice et une Cour suprême qui seraient des bastions conservateurs pour la génération à venir, et un pays très différent.

**T**rumper et Barr ont fait de cette élection un test pour la démocratie. Si les États-Unis doivent survivre tels qu'ils existent depuis 1787, Trump ne doit pas simplement être défait, il doit être répudié. Il ne peut pas y avoir de pardon au nom d'une unité nationale imaginaire pour le carnage criminel dont est coupable Trump, avant et pendant sa présidence. Ne pas s'attaquer à la racine d'une menace séditionnelle bien plus importante qu'il y a un siècle et demi (avec les États confédérés d'Amérique) a mené tout droit à nos traumatismes actuels et a permis aux germes du racisme et de l'autoritarisme de survivre, de muter et de réinfecter notre politique. Ce germe sévit aujourd'hui sous le nom de Trumpisme. Trump et ses complices n'ont pas simplement trahi les principes de l'Amérique. Certains de nos précédents présidents et dirigeants politiques l'ont déjà fait. Mais Trump, avec ses menaces et sa rhétorique, sa politique égocentrée et son mépris pour l'État de droit, a franchi une ligne très dangereuse. Si la majorité américaine prévaut (et qu'il survit) Trump devra répondre de ses agissements à la barre de l'histoire et à celle de la justice. Si la majorité échoue, l'expérience américaine d'un gouvernement libre sera si durement endommagée qu'on ne la reconnaîtra plus.



**IGNORANCE  
REVENDIQUÉE**

Trump regardant l'éclipse  
solaire sans lunettes  
protectrices en 2017

# TRUMP CONTRE LA SCIENCE

**Le président essaie de se servir de la science pour poursuivre ses intérêts politiques, ce qui tue des Américains et nous ramène au Moyen Âge.**

**PAR JEFF GOODELL**

**Q**UOI QU'IL ARRIVE le 3 novembre, la science a gagné. Le président Trump pensait qu'il pouvait naviguer dans la pandémie à coup de bluff. Qu'il pouvait tenir de grands meetings et ridiculiser le port du masque. Ignorer la biologie et créer son monde alternatif au milieu d'une épidémie qui, au moment d'écrire ces lignes, a tué quelque 215 000 Américains. Mais Trump avait tort. Le virus l'a eu, lui aussi, et a révélé du même coup ses mensonges et son mépris pour les vies de sa famille et de ses partisans. Le grand escroc américain s'est fait avoir par Mère Nature.

Trump manipule et détourne la science, et le prix à payer est sidérant. Ceci est au cœur de sa mauvaise gestion du coronavirus et de son refus de prendre des mesures pour enrayer la pollution au carbone, qui nous pousse toujours plus près de la catastrophe. D'après une étude récente, son démantèlement de la politique climatique des États-Unis ajoutera 1,8 milliard de tonnes de gaz à effet de serre d'ici 2035. Plus que les émissions annuelles combinées de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne et du Canada.

Comme les autocrates, les fascistes et les dominateurs depuis la nuit des temps, Trump utilise la science dans un but politique. Il suffit de l'écouter au sujet de fusées sur Mars ("*Space Force. Vote !*") a-t-il tweeté pendant qu'il était à l'hôpital). "*Trump n'est pas anti-science*", explique Robert

Proctor, historien à l'université de Stanford. *C'est un opportuniste de la science, de la même manière que c'est un opportuniste de la vérité.*"

D'une certaine façon, ignorer l'opinion scientifique dominante n'est qu'une manière pour lui de montrer à quel point c'est un dur et un anticonformiste. Comme lors de l'éclipse solaire de 2017, durant laquelle il a regardé directement le soleil, alors que même l'enfant de 7 ans moyen sait que cela peut brûler la rétine et abîmer les yeux. Mais la science, c'est pour les fillettes, alors il l'a fait quand même. Trump et son clan se pensent révolutionnaires, des Galilée en pickup qui renversent la vision du monde des élites. Comme l'explique Ruth Ben-Ghiat, auteure de *Strongmen: Mussolini to the Present* : *"enfreindre les règles, sans en subir les conséquences, est au centre de la philosophie d'illégalité macho qui était le règne d'un dominateur."*

Le plus glaçant, c'est que Trump comprend mieux la science qu'il ne le laisse entendre. Au sujet de la pandémie, dès le 7 février, il racontait au journaliste Bob Woodward qu'il savait que le Covid-19 était plus mortel que la grippe et qu'il se propageait dans l'air. Mais le 9 mars, il tweetait le contraire. Plutôt que de promouvoir le port du masque, il l'a tourné en symbole de la "liberté". Et il a essayé d'écarter Anthony Fauci, à la tête de l'institut national des allergies et des maladies infectieuses, la voix la plus fiable au sujet de la pandémie dans l'administration, en faisant appel à Scott Atlas, un radiologue conservateur, pour remettre en question les mesures de santé publique. *"J'ai toujours voulu minimiser,"* explique Trump à Woodward le 19 mars. *"J'aime toujours minimiser."* Même si ça signifiait que ce n'était pas grave si des milliers d'Américains mourraient.

De façon similaire, Trump comprenait sûrement que l'abrogation des lois environnementales qui préservent l'air et l'eau allait tuer des gens. C'est juste qu'il s'en fichait. Pour Gina McCarthy, qui était à la tête de l'agence américaine de protection de l'environnement (EPA) sous Obama, *"c'est un déni pur et simple de la science et de la réalité. C'est mentir au public juste pour impressionner sa base électorale. Je n'ai jamais vu ça de ma vie. L'une des grandes vertus de la méthode scientifique, c'est qu'elle est toujours sujette à révision. Les scientifiques attachent beaucoup de valeur au scepticisme, et les meilleurs d'entre eux sont honnêtes sur ce qu'ils ne savent pas."* Mais cette incertitude laisse la porte ouverte à la manipulation. Pendant des décennies, l'industrie du tabac a exploité l'intervalle entre ce que les scientifiques savaient et ne savaient pas pour nier le lien entre cigarette et

cancer. Les climatosceptiques ont longtemps utilisé les incertitudes sur la part exacte de responsabilité humaine dans le réchauffement comme une preuve que ça n'existait pas.

**L'**UN DES OBJECTIFS du parti républicain depuis les années 1980 est la déconstruction de l'état régulateur. Prenons le combat long de plusieurs décennies pour limiter la pollution au mercure, l'une des substances les plus toxiques de la planète. En 2012, la norme est enfin entrée en vigueur, réduisant grandement les émissions de mercure et d'autres métaux lourds dans les usines. L'EPA a estimé que cette nouvelle règle permettrait d'éviter jusqu'à 11 000 morts chaque année. Pourtant, Andrew Wheeler, ancien lobbyiste du charbon et actuel administrateur de l'EPA, a mené campagne pour la supprimer. Pourquoi ? *"Ils essaient de démanteler la capacité à intervenir de quelque manière que ce soit dans le fonctionnement de l'industrie,"* analyse McCarthy. *"Pour eux, leur travail consiste à s'assurer que les entreprises continuent de tourner, même si elles tuent des gens."* Trump a détruit un ancien mythe : *"la science n'est pas politique"*. La science est toujours politique. Si vous contrôlez l'argent et l'agenda culturel, vous influencez la façon dont la science est définie. Adolf Hitler croyait en la supériorité de la race aryenne, alors sous le Troisième Reich, l'eugénisme était un sujet brûlant. Pour intimider l'URSS, Ronald Reagan a voulu envoyer des lasers à rayons X dans l'espace. Cette tendance est exagérée avec des dirigeants autoritaires comme Trump. *"Les faits doivent être vos serviteurs,"* écrit Ben-Ghiat. *"La structure intellectuelle et épistémologique tout entière doit être tordue pour servir leurs buts. Dans le cas de la science, ce n'est pas tant le déni en tant que tel, mais le remodelage du programme scientifique."*

Sous Trump, la science est un moyen de satisfaire les besoins et les envies de ses soutiens. À l'EPA, Wheeler a changé les règles pour que les constructeurs automobile puissent continuer à fabriquer des voitures qui consomment sans être gênés par des normes plus économes, et les entreprises d'extraction de charbon peuvent déverser leurs déchets toxiques dans les lacs et les rivières sans s'inquiéter de l'impact sur l'eau potable. Quant au changement climatique, le prendre au sérieux signifierait rejeter 50 ans de dogme républicain et aliéner une partie puissante de la coalition dont Trump a besoin pour rester au pouvoir. Et, plus douloureux encore, devoir reconnaître qu'Obama avait raison sur quelque chose.

Remodeler le programme scientifique en Amérique exige aussi de se débarrasser des scientifiques dans les agences gouvernementales. D'après une analyse du *Washington Post*, les deux premières années du mandat de Trump, plus de 1 600 scientifiques ont quitté le gouvernement. Début 2020, un cinquième des postes de haut niveau dans ce domaine n'avaient toujours pas été nommés.

Quand ils le sont, ils sont donnés à des scientifiques de second plan et à des cinglés soutenus par la base évangélique d'extrême-droite de Trump. La preuve : la Maison blanche a nommé un ancien professeur de géographie, David Legates, à un poste haut-placé à l'agence américaine d'observation océanique et atmosphérique, la plus grande agence scientifique du pays. Legates est aujourd'hui en position d'avoir un impact énorme sur la façon dont on informe sur le changement climatique. Mais c'est un climatosceptique qui a déclaré que la hausse des niveaux de CO2 nous rendrait la Terre plus hospitalière. Il est aussi conseiller pour un groupe appelé la Cornwell Alliance, dont le fondateur, E. Calvin Beisner, a qualifié l'écologisme de *"plus grande menace pour la civilisation occidentale"*, et qui a des liens avec la James Partnership, une association qui se décrit comme *"dédiée à l'accomplissement des commandements dans Les Épîtres de Jacques du Nouveau Testament afin que les chrétiens 'mettent en pratique la parole, et ne se bornent pas à l'écouter'"*.

Tout ça a beau être terrible, *"ça peut devenir bien pire"*, prévient Ben-Ghiat. Si Trump est réélu, la religion continuera de déformer la science et la justice. La méfiance à l'égard d'institutions scientifiques s'accroîtra, amplifiée par les réseaux sociaux et les chaînes comme Fox News qui profitent du désordre et du désespoir. Le fossé économique et racial entre ceux qui sont en bonne santé et les autres se creusera. Les scientifiques qui prendront la parole seront attaqués et mis en prison. Les différences d'opinion s'effaceront, et avec elles, la démocratie. Nous glisserons dans ce que l'astrophysicien Carl Sagan appelait *"un monde hanté par les démons"* où, *"incapables de distinguer ce qui nous fait nous sentir bien de ce qui est vrai, nous glissons, presque sans nous en rendre compte, vers la superstition et l'obscurantisme."* Un monde où une maladie est traitée en injectant de la Javel dans nos corps et où les ouragans sont arrêtés en y larguant une bombe nucléaire. *"La science, c'est plus qu'un corpus de connaissances, c'est une façon de penser,"* dit Sagan. *"Si nous ne sommes pas capables de poser des questions sceptiques pour interroger ceux qui nous disent que quelque chose est vrai, d'être sceptiques vis-à-vis de ceux qui ont l'autorité, alors nous sommes à la merci du prochain charlatan, politique ou religieux, qui passe dans les parages."* Vous pensez que ça ne peut pas arriver ici, en Amérique. Vous pensez qu'on ne peut pas retourner au Moyen Âge. Mais nous le pouvons, et avec encore quatre années de Trump, nous y parviendrons. ®

**"C'EST UN DÉNI TOTAL DE LA SCIENCE ET DE LA RÉALITÉ. C'EST MENTIR AU PUBLIC AMÉRICAIN, DANS LE SEUL BUT D'INTRIGUER ET DE RENFORCER UNE BASE ANTI-SCIENCE."**

# QUATRE ANNÉES DE PROMESSES NON TENUES

Trump s'est engagé auprès des ouvriers de Youngstown, dans l'Ohio, à sauver leurs emplois et leur ville. Au lieu de ça, l'immense usine automobile a baissé le rideau, mettant 4 500 personnes au chômage

PAR STEPHEN RODRICK

*"J'ai parcouru vos routes magnifiques en arrivant de l'aéroport. Je regardais certaines de ces grandes et autrefois incroyables usines productrices d'emplois, et Melania a dit - Qu'est-ce qui s'est passé ? J'ai répondu - Ces emplois ont quitté l'Ohio... mais ils vont tous y revenir. Ne bougez pas. Ne vendez pas votre maison."*

DONALD TRUMP,  
YOUNGSTOWN, OHIO, 2017

**A**URILIO lance un regard à Landon, son fils de 7 ans, et aux champs qui entourent sa nouvelle maison dans cette ville étrangère de Fort Wayne, dans l'Indiana. *"Il avait tellement d'amis chez nous. La première nuit qu'on a passée ici, je n'ai pas dormi et je n'arrêtais pas de me demander : mais qu'est-ce que j'ai fait à ma famille ? - Oh, man, he's going to have a bad afternoon."*

Après toute une vie dans l'Ohio, Aurilio travaille à présent dans l'usine General Motors de Fort Wayne. Il déplace de lourdes pièces sur la ligne d'assemblage pour la Chevrolet Silverado et la GMC Sierra. À la fin de la journée, son podomètre indique qu'il a marché 12 à 14 kilomètres. Il travaille 50 à 60 heures par semaine, acceptant autant d'heures supplémentaires que possible en restant un bon père et un bon mari.

*"Il faut toujours mettre de côté pour les mauvais jours", explique l'homme de 48 ans au crâne rasé. "Il y aura toujours des mauvais jours."*

Aurilio a grandi à McDonald, près de Youngstown, une petite ville pleine de drapeaux et de voisins partageant des lasagnes maison avec leurs amis. Aurilio était heureux. Bien sûr, lorsqu'il décide d'aller travailler à l'usine GM de Lordstown en 2000, alors qu'il a 27 ans, son père s'y oppose. *"Il y a travaillé 31 ans et en a détesté chaque minute."* Mais c'était un bon travail, avec ses avantages. L'usine construisait de petites voitures pour Chevrolet : d'abord la Cavalier, puis la Cobalt, et enfin la Cruze. Si vous avez traversé l'Ohio par l'Interstate 80, vous savez où c'est : pendant des années, il y a eu un panneau immense pour la Cruze juste au bord de la voie, avec un parking pour 4 500 employés.

Maintenant, il n'y a plus rien. Non pas que l'usine ait été parfaite. Il n'y avait pas de climatisation, et durant les étés chauds et humides de l'Ohio, la température sur la ligne d'assemblage atteignait facilement les 37 degrés. L'usine a été le centre de conflits et de grèves durant les années 70, et parfois, c'était à se demander si la direction ne gardait pas de la rancune. Il y avait du travail, jusqu'à ce qu'il n'y en ait plus. L'industrie automobile était cruellement cyclique et Aurilio perdait des heures quand l'économie plongeait ou quand l'essence était peu chère et que tout le

monde achetait des SUV. Presque tous les ans, la rumeur courait que l'usine allait fermer.

*"Quand j'ai commencé à travailler là-bas, les gens me demandaient pourquoi je n'étais pas allé travailler dans une des fonderies, se souvient Aurilio. Après, elles ont toutes été fermées et j'ai pensé que j'avais été malin..."* Il rit amèrement. *"Je l'ai été un temps."* Et puis Donald Trump a été élu. Trump avait beaucoup de supporters parmi les travailleurs de Lordstown. Mais ce n'est pas un hasard si ce matin-là, GM a supprimé une équipe. Beaucoup pensaient que cette suppression traduisait le fait que GM s'attendait à ce que Trump annule les standards Corporate Average Fuel Economy (CAFE), décidés par Barack Obama pour inciter les constructeurs automobiles à produire des véhicules plus économes en énergie avant 2025. Au cours de l'élection, Trump s'était engagé à baisser le standard de 5 litres au cent à 7. Il avait fait campagne autour de l'idée de libérer les entreprises des réglementations de l'ère Obama, mais ironiquement, dans ce cas, ça s'est retourné contre les ouvriers qui avaient voté pour lui. Sans la CAFE, GM pouvait arrêter la production de la Cruze, avec sa faible marge de bénéfice, et se concentrer sur la fabrication de SUV à 40 000 dollars (GM prétexte que c'était en raison de ventes médiocres).

Mais il y avait encore de l'espoir. Le président l'a dit lui-même. Venu à Youngstown en 2017 pour un de ses meetings, il a promis une renaiss-





tions, à la condition que Lordstown reste ouverte au moins jusqu'en 2040. Tout semblait bien aller jusqu'au lendemain de l'élection de 2016. "Les gens n'ont rien vu venir", se souvient le sénateur de l'Ohio Sherrod Brown, le plus ardent défenseur de Lordstown. Nous discutons autour d'une table de pique-nique derrière les bureaux du syndicat local, UAW 1112, là où étaient organisés des fêtes pour les enfants et pour les départs à la retraite. "Personne n'a discuté avec nous, continue Brown. Personne n'a parlé aux représentants de la communauté." L'ironie terrible, c'est que les cols bleus de Youngstown voyaient Trump comme leur ami. En 2012, Obama remportait le district avec près de 60 000 voix d'avance. Quatre ans plus tard, Trump a gagné de plus de 20 000 voix, ce qui a contribué à lui faire remporter l'état de huit points. "Trump nous a dit qu'on allait garder notre travail", me dit un ouvrier. Il me demande de ne pas utiliser son nom

parce qu'il se sent stupide aujourd'hui. "Hillary ne parlait que de reconversion. J'ai cru Trump. J'étais un pigeon."

General Motors, qui n'a pas apprécié que les promesses de Trump lui place une cible dans le dos, insiste pour dire que la fermeture de Lordstown était économique. "L'un des aspects qui a le plus d'impact pour faire passer les consommateurs de la citadine à quelque chose de la

#### PERTE D'EMPLOI

Protestation contre la fermeture de l'usine de Lordstown. "Trump a parlé du fait que nous gardions nos emplois", dit un travailleur. "J'étais un pigeon."

sance économique dans la région, encourageant les habitants à rester, parce que les emplois allaient revenir.

Il s'est produit l'inverse. En avril 2018, GM a supprimé la deuxième équipe, puis a signé l'arrêt de mort de l'usine avant les élections de mi-mandat. Certains fans de Trump gardaient l'espoir que leur président intervienne. Il allait sûrement faire quelque chose, puisqu'il leur avait promis que les emplois allaient revenir, pas partir. Aurilio n'y a pas cru. Après 18 ans dans l'entreprise, il lui restait 12 ans avant la retraite. Sa femme, Kristen, redoutait de quitter leur ville natale bien-aimée et lui a imposé que son nouveau travail soit à quatre heures maximum de Youngstown. Fort Wayne correspondait tout juste. Début 2019, Aurilio et un collègue y déménagent. C'était quelques semaines avant que la dernière Cruze passe sur la ligne d'assemblage de Lordstown, sa peinture blanche couverte des larmes des ouvriers.

Un matin neigeux de janvier 2019, Aurilio entre dans la salle de jeux de son fils pour lui dire au revoir et s'effondre sur le tapis. Il pleure comme il n'a jamais pleuré. "Vous avez vu Mel Gibson dans *La Rançon*, juste après que son fils est kidnappé ? J'étais comme ça".

Les choses vont mieux maintenant que sa femme et son fils sont avec lui. Ils ont vendu leur maison en périphérie de Youngstown l'année dernière. Le jour où ils ont déménagé, Aurilio a vu son voisin, un ami et collègue, pleurer sur sa

tondeuse. "Des fois, mon fils me dit que ses amis et notre ancienne maison lui manquent. Et c'est vraiment dur." Quant à Trump ? "C'est un menteur et un escroc. Il ne fait rien qui ne soit pas pour lui. Pourquoi ça aurait été différent cette fois ?"

**Y**oungstown (Ohio) était autrefois un lieu important. Ses fonderies ont fonctionné durant l'essentiel du XX<sup>e</sup> siècle. La ville, à peu près à mi-chemin entre Chicago et New York, a atteint 160 000 habitants en 1960, avec des usines qui tournaient 24 heures sur 24. Mais les fonderies ont fermé, car il devenait moins cher de fabriquer l'acier à l'étranger. Youngstown Steel a annoncé sa fermeture le 19 septembre 1977, mettant 5 000 employés au chômage du jour au lendemain. Cette journée est connue dans le coin comme le "lundi noir". Aujourd'hui, la ville compte 65 000 habitants. Avec la chanson de Bruce Springsteen qui porte son nom, elle est devenue le symbole des villes du Midwest qui glissent dans l'oubli. Ce n'est jamais bon signe. Mais un géant est resté : GM. Bien sûr, les ouvriers devaient composer avec le rythme en dents de scie de l'industrie automobile, mais l'usine est devenue un pilier, une halte de campagne présidentielle : Obama, John McCain et Hillary Clinton ont enfilé un casque et ont parcouru les lieux. Elle a survécu à la crise de 2009 et a prospéré. L'Ohio a accordé un crédit d'impôts de 60 millions de dollars pour des rénova-

gros, comme un SUV, c'est le prix de l'essence", explique Dan Flores, porte-parole de GM qui a travaillé sur la fermeture de Lordstown. En d'autres termes, les Américains seront heureux d'acheter un 4x4 qui fait du 15 litres au cent si l'essence est à 50 centimes, comme ça a été le cas le mois dernier à Youngstown. Les ouvriers de Lordstown auraient peut-être encore un emploi s'il existait une taxe sur le carburant, comme c'est le cas depuis des décennies dans les pays européens. "Nos recherches indiquent que lorsque l'essence est à environ 1 dollar le litre, cela commence à avoir un impact sur ce que les consommateurs achètent", complète Flores.

Lordstown est un microcosme de l'économie Trump. Avant le Covid-19, Trump se vantait que le chômage avait chuté sous son mandat et que ses baisses d'impôts sur les sociétés avait dégagé de l'argent pour de nouvelles entreprises. Mais ce qui est clair, c'est que les nouveaux emplois créés payent moins et offrent moins de sécurité. Sa guerre douanière avec la Chine a fait que les entreprises ne savaient plus si elles devaient s'étendre ou se rétracter, et le pays a continué de souffrir d'une véritable hémorragie d'emplois décents. Trump a beau affirmer qu'il a gardé les emplois ouvriers aux États-Unis, il n'y a pas beaucoup de preuves de son succès. En 2017, il assurait avoir sauvé des emplois à l'usine Carrier à Indianapolis. En vérité, l'usine a tout de même délocalisé 600 emplois au Mexique. À présent,

elle est encerclée par les centres de distribution Amazon et Target, où il n'existe pas de syndicats, et qui paient 60 % de ce qu'un ouvrier gagne à l'heure chez Carrier.

Peu de temps après que General Motors a supprimé la troisième équipe à Lordstown, fin 2016, le sénateur Brown a exprimé son inquiétude à Trump. Il lui a expliqué qu'il allait proposer de légiférer pour mettre sur un pied d'égalité les véhicules fabriqués aux États-Unis et à l'étranger et mettre à jour la fiscalité pour ne plus inciter les constructeurs à délocaliser. Le président semblait intéressé, mais n'a pas donné suite. *"Il n'y a pas d'empathie, regrette Brown. Pas d'en- vie d'en apprendre plus sur leurs vies. Il n'y a pas eu de vraie discussion sur ce que nous pouvions et ne pouvions pas faire ensemble pour aider cette usine."*

Brown a continué de mettre la pression. Après la suppression d'une nouvelle équipe, il a essayé de pousser la PDG de GM, Mary Barra, fille d'un ouvrier d'UAW, à utiliser une partie des 6,9 milliards que l'entreprise avait gagné grâce aux baisses d'impôts de Trump pour les réinvestir dans la Cruze, ou pour assigner une nouvelle voiture à Lordstown. GM n'a jamais répondu.

Sans intervention présidentielle, l'usine était condamnée dès lors qu'elle avait perdu ses deuxième et troisième équipes. Flores m'explique qu'il était impossible pour GM de faire des bénéfices dans une usine qui ne tournait qu'avec une seule équipe. *"La Cruze a très bien fonctionné, mais on ne pouvait pas changer la réalité qui était que les gens ont arrêté d'en acheter"*, argumente-t-il avant de faire référence au sauvetage financier de l'automobile sous Obama. *"Il n'y aura pas de troisième chance. Nous avons dû prendre des décisions difficiles."* Le 26 novembre 2018, GM a annoncé que l'usine allait fermer, un nouveau lundi noir pour Youngstown. Ce n'est qu'à ce moment que Trump a agi... en envoyant des tweets énervés à Barra et en cherchant un bouc émissaire. Il a choisi Brown : *"Bon, ce n'est qu'une usine dans l'Ohio. Mais j'adore l'Ohio. Et je leur ai dit : vous ne jouez pas avec la bonne personne. Et l'Ohio n'était pas correctement représenté avec un sénateur démocrate, le sénateur Brown."*

**C**ECI ÉTAIT BIEN SÛR ridicule, mais Brown s'y attendait. Il s'est engagé dans un bref bras de fer avec Trump, avant de comprendre que ça ne servait à rien.

*"Il était probablement aussi obséquieux avec Mary Barra qu'il l'est avec beaucoup de ces dirigeants étrangers, dit Brown. Il a un complexe d'infériorité avec les gens puissants et intelligents. Il est fort pour écraser ceux qui sont en position inférieure. Mais je n'imagine pas un seul instant qu'il ait été ferme avec Barra ou qu'il ait vraiment essayé de lui faire changer d'avis."*

Brown prédit que Joe Biden remportera l'Ohio. Pas seulement à cause de Lordstown, même si cette fermeture est un symbole du ca-

ractère hypocrite du président. *"Il y a tellement de trahisons et de promesses non tenues, résume-t-il. S'il avait fait quoi que ce soit qui se rapproche de ce qu'il avait dit qu'il ferait, alors il aurait été réélu, même avec son racisme, sa méchanceté et son incompétence. Mais ça n'a pas été le cas."* Pour l'instant, les sondages montrent les candidats au coude à coude dans l'Ohio, et une défaite porterait un coup fatal à Trump. Brown repart vers la voiture qui l'attend. *"C'est pour ça qu'il va perdre."*

J'ai passé quelques jours à poursuivre la diaspora de Lordstown à travers le Midwest. Je suis allé à Fort Wayne pour voir Aurilio, puis à Bedford, dans l'Indiana, pour rencontrer David Green, qui était président de l'UAW 1112 lors de la fermeture. Il s'était battu pour ses collègues et avait écrit deux fois à Trump, sans réponse. Il a gagné le respect du sénateur Brown, qui en a fait son invité au discours sur l'état de l'union de 2020. Sa récompense ? Après avoir critiqué Trump pour son action à Lordstown sur Fox News, ce dernier a fait chauffer Twitter : *"Le président démocrate de l'UAW 1112 David Green devrait se ressaisir et produire. GM a laissé tomber notre Pays, mais d'autres constructeurs bien meilleurs arrivent aux États-Unis en nombre. Je veux de l'action à Lordstown, et vite. Arrêtez de vous plaindre et faites le boulot ! 3,8 % de chômage !"*

*"J'étais surpris, mais pas surpris"*, me raconte Green non loin du petit appartement où il passe ses semaines. *"Trump parle beaucoup mais ne fait rien."*

Dans un restaurant de Youngstown, je rencontre un ami de Green, Matt Moorhead, un autre représentant syndical qui a passé 24 ans à Lordstown. Même avec son masque, tout le monde vient le voir pour lui dire bonjour. Après la fermeture, il est parti à l'usine GM de Lansing, dans le Michigan, à environ quatre heures de route, et rentrait le week-end. Ça n'a pas duré. Après une semaine particulièrement infernale, Moorhead se préparait à retourner à Lansing, quand sa femme lui a dit : *"Tu n'es pas obligé de faire ça, Matt. Ça va finir par te tuer."* Il a posé sa démission le lendemain. Aujourd'hui, Matt, un homme athlétique au visage buriné, gagne 10 dollars de l'heure en s'occupant d'un terrain de golf.

Je demande à Moorhead si nous pouvons aller à l'usine. Il grimace un peu. *"Je ne suis pas allé là-bas depuis un moment. Trop douloureux. Mais allons-y."* Il met la clé dans le contact et la chanson anti-Trump de Public Enemy, "State of the Union",

retentit dans l'habitacle. Le trajet dure environ 15 minutes. En arrivant à la quatre-voies, Moorhead me raconte : *"Il pouvait y avoir le pire blizzard et ces routes restaient sèches. GM savait que tout le monde devait pouvoir aller à l'usine, sinon, pas de voitures."*

Moorhead a conscience que l'image des ouvriers automobile, c'est un travail pépère avec des pauses clope interminables et de l'alcool à midi. Mais lui parle d'une réalité différente. En plus de la chaleur intense, il décrit Lordstown comme une usine satanique où chaque seconde de travail était chorégraphiée. Que vous soyez chargé d'installer les intérieurs ou de riveter la carrosserie de la Cruze, vous aviez 57 secondes pour accomplir votre tâche et 3 pour passer à la voiture suivante. *"Il fallait demander pour aller pisser. Imaginez devoir faire ça quand vous êtes adulte. Si vous deviez arrêter la ligne pour une urgence, c'était consigné et vous n'aviez pas de paye pendant une semaine."*

J'ai remarqué que Moorhead marchait courbé. Il s'est abimé un genou en travaillant sur les intérieurs des voitures et s'est ruiné le dos sur la ligne. Ses doigts nouveaux enserrant le volant. Nous arrivons sur le parking de l'usine, avec des milliers de places vides. *"Après, ça va, une fois qu'on a intégré le rythme"*, précise-t-il, lui qui a vu des collègues abuser des anti-douleurs.

*"Vous êtes en bonne santé, pas vrai ? Mais admettons que vous ayez toujours un pistolet à riveter à la main. Vous luttez pour le tenir droit. Vingt ans de ça et vous détruisez les ligaments de votre main, vous détruisez vos coudes, vous détruisez vos genoux."*

Malgré tout, Lordstown offre à Moorhead, sa femme et ses deux enfants une vie de classe moyenne stable. Il a assisté avec inquiétude à l'ascension de Trump en 2016. Des collègues disaient qu'ils avaient besoin d'un président businessman. *"Je me souviens m'être dit que c'était les businessmen de GM qui cherchaient toujours à supprimer des emplois, alors pourquoi est-ce qu'on voudrait quelqu'un comme ça ?"* se souvient-il.

Trump a été élu et GM a commencé à supprimer des équipes. L'usine est passée de 4 500 employés à 1 500 en deux ans. Moorhead voyait bien où tout ça les menait. La direction parlait beaucoup du besoin de "chan-

ger la culture de Lordstown", ce que les ouvriers comprenaient comme une façon de dire que la fermeture était imminente. *"Je savais que d'une certaine manière, Trump avait tué l'usine lorsqu'il a coupé les standards CAFE. Ça a offert à GM l'excuse qu'ils cherchaient. C'était une politique gou-*

**"JE SAVAIS QUE D'UNE CERTAINE MANIÈRE TRUMP AVAIT TUÉ L'USINE LORSQU'IL A COUPÉ LES AVANCÉES DE BARACK OBAMA, QUI PROTÉGEAIENT DES MILLIERS D'EMPLOIS SANS RIEN COÛTER À LA COLLECTIVITÉ."**



#### DÉFENSEURS DE LA RUST BELT

##### Le sénateur Brown (en haut)

a essayé de travailler avec le président pour sauver l'industrie mais dit que Trump l'a ignoré. **Aurilio (à droite)** a dû quitter sa ville natale et déménager avec sa famille pour travailler dans l'Indiana. Il pense que Trump ne fait "rien qui ne soit pas pour lui".

##### Moorhead (à gauche),

a passé 24 ans à Lordstown et dit que la politique de Trump a "tué l'usine".



vernementale qui protégeait des milliers d'emplois sans rien coûter à la collectivité."

**M**oorhead était là pour les dernières semaines de Lordstown. Il a vu des amis se battre dans l'usine, passer leur colère les uns sur les autres. Il a vu le négociateur en chef de l'UAW, Terry Dittes, faire sa première apparition à l'usine pour dire aux ouvriers de continuer à produire des voitures de qualité et que peut-être, l'usine pourrait être ranimée plus tard en 2019, quand l'UAW aurait réussi à négocier un nouveau contrat. Alors Moorhead et ses amis ont continué de se donner à fond. Mais quand les deux parties sont parvenues à un accord, il n'était pas question d'une résurrection de Lordstown. Detroit-Hamtramck, une autre usine mal en point, trouverait une seconde vie avec une rénovation à deux milliards de dollars pour construire des véhicules électriques. L'UAW a consenti à la fermeture définitive de Lordstown en échange d'une hausse des avantages pour les jeunes et les intérimaires dans d'autres usines GM. Anéanti, Moorhead s'est dit que Trump, le syndicat et GM avaient tous vendu Lordstown. Il

me montre une photo de son meilleur ami, Joe, un collègue jovial, et se met à rire. "On se charriait tellement." Puis les larmes montent. Il y a des années, la femme de Joe l'a quitté, lui laissant deux jeunes filles. Il s'est occupé d'elles en travaillant de nuit. Joe a commencé à boire seul dans son garage, tandis que son travail devenait de plus en plus précaire. Lui et Moorhead parlaient d'être transférés dans la même usine. Mais Joe a continué de boire. Il est mort d'une cirrhose l'an dernier. Moorhead l'a enterré le premier jour de la grève UAW-GM.

"Est-ce que Trump et GM l'ont tué ? Je ne sais pas. Je sais juste que j'ai dû aller à Lansing sans mon frère. J'aurais peut-être réussi avec lui." J'étais à Youngstown la semaine du premier débat présidentiel. C'était une semaine rageante pour les 4 500 anciens de Lordstown. GM avait vendu (avec une belle marge de bénéfice) son usine à Lordstown Motors, une entreprise qui veut construire des voitures électriques à 45 000 dollars. Cette nouvelle entreprise ne comprend pas de syndicats et paie les mêmes salaires qu'Amazon. De plus, elle emploie pour le moment moins de 100 personnes. Trump a dé-

truit les standards écologiques CAFE, faisant de la Cruze une voiture qui n'était plus pertinente, puis n'a rien fait pour empêcher GM de déplacer 4 500 travailleurs. Résultat : 2 % des emplois, payés la moitié d'un salaire, construisent aujourd'hui un autre véhicule « vert ». Plus absurde encore, GM a annoncé son propre véhicule électrique pour 2021. Aucun des ouvriers à qui j'ai parlé ne prévoit de postuler à un poste payé la moitié de leur taux horaire si la ligne rouvre à Lordstown Motors. Sauf un. "J'ai postulé et j'espère qu'ils m'appelleront pour que je puisse leur dire d'aller se faire foutre", lance Moorhead. (GM a tout de même monté une usine de batteries à Youngstown en 2020, qui pourrait offrir 1 100 emplois d'ici 2022. Mais Flores m'a dit que ce ne serait pas officiellement une usine GM, alors même si les travailleurs de Lordstown voulaient y revenir, ils n'accumuleraient pas de temps de service GM pour leur retraite. Trump et Mike Pence ont décidé de faire passer de la boue pour du chocolat. Pence a visité l'usine et a proclamé que c'était une "renaissance" pour le nord-est de l'Ohio. Puis, la veille du premier débat, Trump, possiblement infecté par le Covid-19, a invité les dirigeants de Lordstown à la Maison blanche et a tenu une conférence de presse pour louer les qualités de leur véhicule. Le sénateur républicain de l'Ohio, Rob Portman, était présent. Brown n'a pas été invité. "On a supplié Trump de nous aider. Il n'a rien fait, accuse Brown. Même si nous accueillons Lordstown Motors, c'est très loin de ce que ça devrait être et de ce que ça aurait été si le président était intervenu il y a trois et quatre ans."

Le même jour, le gouvernement de l'Ohio planchait sur la récupération des 60 millions de crédit d'impôt consentis à GM en échange de l'assurance que Lordstown resterait ouverte encore deux décennies. Moorhead et Green ont tous deux mouillé la chemise pour pousser l'état à récupérer l'argent. "Ils sont partis. Cet argent devrait être dépensé dans les écoles et les routes." L'Ohio s'est contenté de 28 millions, environ 47 % du total. GM doit dépenser 12 millions en infrastructures dans la région de Lordstown, ce qui est peu de choses. Ce soir-là, Moorhead et moi regardons le débat sur l'un des terrains de golf où il travaille. Au bout de quelques minutes, Trump fait la promotion de son économie, et particulièrement de son rôle pour cet état. "L'Ohio a eu la meilleure année qu'il n'a jamais eu l'an dernier", trompette-t-il.

À Fort Wayne, dans l'Indiana, Daniel Aurilio hurle sur sa télévision. "Où ça exactement ? Et pourquoi est-ce que je vis à 450 kilomètres de chez moi, alors ?" À Youngstown, Moorhead regarde en silence. Dans une autre pièce, les membres du club poussent des cris de joie quand Trump lâche une bombe, agresse et dépasse son temps de parole. Moorhead soupire. "Je suis tellement fatigué." Il boit un peu d'eau et fixe Trump qui transpire et lance des regards noirs à l'écran. "Tellement fatigué" **R**



**"LES BARBARES  
À NOS PORTES"**

Une  
manifestation  
contre le mur  
frontalier de  
Trump à Calexico,  
Californie, 2019

# UNE GUERRE AUX MIGRANTS

Il faudra probablement des années pour gommer le nationalisme ethnique du président, mais les familles visées par cette politique ne pourront pas attendre aussi longtemps

PAR TESSA STUART

**D**ÈS L'INSTANT OÙ Trump est devenu le candidat, je me suis inquiétée de ce que véhiculait sa campagne, se souvient Elsa Valle. Et quand il a été élu, j'étais sûre qu'il allait faire ce qu'il disait." Valle, 42 ans, était opératrice de machine dans une entreprise du New Jersey depuis 20 ans, jusqu'à ce que le virus lui fasse fermer ses portes.

Native du Salvador, comme son mari, elle est arrivée aux États-Unis sans papiers. En 2001, George W. Bush a accordé le statut de protection temporaire (TPS, une classification qui interdit toute déportation vers des pays dévastés par la guerre ou des catastrophes naturelles) aux Salvadoriens. Leur fils aîné a plus tard bénéficié du DACA, un dispositif mis en place sous Obama pour aider les immigrants sans papiers arrivés mineurs à obtenir un statut légal. Leur plus jeune fils est citoyen américain.

Mais en septembre, un tribunal a validé la décision de l'administration Trump de mettre fin au TPS pour les immigrants Nicaraguayens, Haïtiens, Soudanais, Honduriens, Népalais et Salvadoriens. *"Toute notre vie, nous avons travaillé, lance Valle. Nous avons contribué à la sécurité sociale et avons toujours payé nos impôts. Nous n'avons jamais eu besoin d'aide."* En quelques années, Trump a démantelé les programmes qui protégeaient la famille de Valle, plongeant leur avenir (et celui de bien d'autres) dans l'incertitude. Elle et son mari pourraient faire face à une procédure de déportation en quelques mois. Le statut de leur aîné reste protégé... pour l'instant. Quant à leur plus jeune fils, qui vient d'avoir 14 ans, Valle préfère qu'il reste ici plutôt que de l'emmener au Salvador. *"C'est un pays dangereux à cause des gangs... ils le tueraient."*

Il existe beaucoup de chiffres pour quantifier les dégâts causés par Trump dans le domaine de l'immigration : 400 000 (le nombre de bénéficiaires du TPS qui pourraient être forcés de quitter le pays) ; 11 milliards (à ce jour, la somme dépensée pour "le mur") ; 25 (kilomètres de mur construits depuis l'arrivée de Trump) ; 2 654 (le nombre d'enfants séparés de leurs parents) ; 5 (en moyenne, le nombre de mois que ces enfants passent seuls en détention) ; 583 420 (le nombre de travailleurs étrangers qualifiés dont l'avenir s'est obscurci à cause de changements abrupts dans les règles du visa H1B) ; 76 milliards (le montant estimé de la contribution annuelle à l'économie américaine de ces

travailleurs qualifiés). Et cetera. Mais le chiffre qui donne le plus à réfléchir, c'est le nombre de réglementations liées à l'immigration que Trump est parvenu à durcir en moins de quatre ans. En fait, il y en a tellement que les experts ne sont pas tous d'accord : les estimations vont de 400 à plus de 1 000. Le volume est tel que Stephen Miller, conseiller de Trump et architecte de beaucoup de ces réglementations, a promis que ce serait une tâche "difficile, complexe et chronophage" de les détricoter.

**S**ARAH PIERCE, ANALYSTE auprès du Migration Policy Institute, est d'accord avec Miller sur ce point. Même une experte comme elle a eu du mal à suivre le déluge de modifications. Les grandes déclarations ont reçu beaucoup d'attention (le Muslim ban, la séparation des familles, le combat pour le financement du mur à la frontière), mais Pierce s'est rapidement aperçue que bien d'autres changements avaient lieu sous les radars. "Il y a un groupe d'individus dans cette administration qui a travaillé à toute vitesse pour accomplir la politique [du président] à l'aide d'outils techniques qui ne sont pas du tout sexy et n'attirent pas les médias généraux."

Très peu de ces changements sont passés par le canal législatif. Pour Pierce, le Congrès "est resté spectateur et a laissé les choses se faire". L'administration a utilisé une stratégie qu'elle qualifie de "superposition", créant une série de règles toutes liées les unes aux autres. Un ordre exécutif peut être attaqué en justice, mais pendant ce temps, une plus petite modification passe inaperçue. "Un changement arrive avec un outil bureaucratique, et puis ce même changement ressort plus tard avec un autre, précise Pierce. Ils ont utilisé chaque outil disponible pour accomplir leur politique. D'après elle, le but est de "se protéger des actions en justice. Mais je pense aussi qu'ils font en sorte qu'il soit plus difficile pour un futur gouvernement d'annuler quoi que ce soit."

L'influence grandissante de Trump sur les tribunaux complique aussi les choses. Au début de son mandat, les juges rejetaient rapidement ses ordres exécutifs, mais avec le temps, ils ont commencé à se laisser persuader par ses arguments. Rien qu'en 2019, la Cour suprême a rejeté l'objection à sa politique "Restez au Mexique" (une interdiction efficace contre les demandeurs d'asile), a validé les changements de règles pour les visas ainsi que la décision de prendre sur le budget du Pentagone pour financer le mur. Une cour d'appel a même donné son feu vert au département de la Justice pour limiter le financement fédéral des villes sanctuaires. Même lorsque les tribunaux infligent un revers à Trump, ce n'était qu'une apparence. Prenons le DACA : le Migration Policy Institute

estime qu'entre septembre 2017 (quand l'administration a cessé d'accepter de nouveaux candidats) et juillet 2020 (quand la Cour suprême a jugé que le programme avait été stoppé de manière illégale), un demi-million de jeunes immigrants éligibles n'ont pas pu faire leur demande. À présent, l'administration a une nouvelle tactique : refuser toutes les premières demandes tout en œuvrant pour mettre en place les changements nécessaires à la suppression légale du programme, une bonne fois pour toutes.

**L**A POLITIQUE ANTI-IMMIGRATION de Trump n'a fait que s'intensifier avec le coronavirus. Il n'a peut-

être pas été rapide à encourager les masques, à mettre en place un dépistage massif ou même à reconnaître certains faits au sujet du virus, mais il a agi à une vitesse extraordinaire pour restreindre encore l'immigration. "La pandémie de Covid-19 a ouvert de nouvelles portes", résume Pierce. Le 20 mars, tandis que le président promettait que le virus allait disparaître, le directeur des centres pour le contrôle et la prévention des maladies invoquait, malgré les protestations

des scientifiques de l'agence, un article obscur datant de 1944 et jamais utilisé jusque-là pour bloquer l'entrée d'étrangers posant un risque pour la santé publique. Cette décision a pratiquement scellé la frontière sud, quiconque arrivant sur le territoire étant expulsé sans avoir été entendu. "Avec cet ordre, l'asile, c'est fondamentalement terminé", assène Pierce. On estime qu'ils sont 150 000, dont près de 9 000 enfants, à avoir été refoulés en raison de cette décision.

Même avant que la pandémie n'offre au président l'opportunité ultime de verrouiller les portes de l'Amérique, son administration était parvenue à repousser des migrants qui rêvaient de s'y installer. Contrairement à ses prédécesseurs, Trump a découragé l'immigration sous toutes ses formes, même légale. Durant son mandat, les demandes de carte verte ont chuté et le nombre d'étrangers demandant un visa temporaire a diminué de 17 %. Il a fait de l'arrestation et de la déportation de tous les sans-papiers une priorité : les arrestations d'immigrants sans casier judiciaire ont plus que doublé en quatre ans.

En 2016, plus de 80 000 réfugiés fuyant des pays rongés par les conflits se sont installés aux États-Unis. En 2020, moins de 11 000 ont été acceptés, le chiffre le plus bas depuis les débuts du programme moderne de réinstallation de réfugiés. Pour Pierce, il n'y a pas de solution simple pour réparer ce que Trump a fait de la politique migratoire des États-Unis. Même s'ils sont pour la plupart administratifs, ces changements sont si nombreux et imbriqués qu'ils garantissent à Donald Trump de laisser son empreinte sur le système d'immigration américain, et pour longtemps.

Le plus grand défi sera de réimaginer à quoi doit ressembler une politique migratoire humaine et réaliste. Pendant des décennies, Congrès et présidents ne sont jamais tombés d'accord. "Il y a beaucoup d'inquiétudes quant au fait que si un nouveau gouvernement défaisait tout [ce que l'administration Trump a fait] à la frontière sud, nous pourrions voir une autre vague, à laquelle nous ne sommes pas prêts à faire face, explique Pierce. Nous n'avons pas les ressources ni les procédures adéquates pour faire face à ce flot humanitaire." Pour le moment, les familles comme celles d'Elsa Valle restent déterminées, bien qu'à court d'options. Pour des gens comme elle, et comme les quelques 400 000 bénéficiaires du TPS vivant aux États-Unis, Pierce affirme une chose : "leur meilleure chance, c'est un nouveau président." ®

**“TOUTE NOTRE VIE, NOUS AVONS TRAVAILLÉ, CONTRIBUÉ À LA SECURITÉ SOCIALE ET PAYÉ NOS IMPÔTS. NOUS N’AVONS JAMAIS EU BESOIN D’AIDE”**



# Just a vote away...

SI ON INVERSE LES LETTRES de Trump et qu'on les remplace par d'autres, ça donne SATAN. Et pour Biden, c'est exactement la même chose. Coïncidence ou complot ? Chaque camp voit l'autre comme le mal incarné et l'élection comme le scrutin de la dernière chance pour sauver l'Amérique des fachos ou des bolchos (vous avez demandé la nuance ? ne quittez pas).

L'opinion – comme les think tanks – s'attendent à des violences, et chaque camp accuse l'autre de mettre de l'huile sur le feu. Un pays assis sur une montagne d'armes à feu n'est pas franchement de nature à nous rassurer dans un contexte aussi volatile. La clé de la paix civile, c'est l'acceptation par le camp perdant de son sort et de la légitimité de la victoire de son adversaire. Pour un sortant sorti, c'est d'accepter une transition pacifique.

On note déjà une participation anticipée historique, supérieure à celle des *midterms* de 2018. Ici en contexte Covid et post-George Floyd, les électeurs les plus mobilisés ce sont les jeunes, très démocrates mais qui d'habitude votent

peu, ainsi que les seniors, qui votent beaucoup, en proportion et plutôt républicain. Cette fois, pourtant, plusieurs instituts de sondages sérieux les voient pencher pour Biden. Ce n'est

pas tout : les catholiques blancs, qui votent beaucoup et également assez nettement républicains semblent pencher pour Biden. Les évangéliques, nettement pro-Trump, c'est classique, sont moins nombreux qu'il y a quatre ans mais ils se mobilisent beaucoup. A l'inverse, les "non-affiliés" se mobilisent peu mais sont nettement plus nombreux qu'en 2016. Le vote des minorités, des Noirs, des Hispaniques et des Asiatiques, pourrait aussi être déterminant. Sans oublier les femmes diplômées, bien sûr.

On voit donc deux niveaux : un premier, élémentaire, nous rappelle que la démocratie, c'est le vote. Beaucoup (trop) d'Américains ne votent pas. Beaucoup voudraient bien voter en sont dissuadés, ou empêchés par des subterfuges administratifs (les minorités). Quand ils votent, leur suffrage n'est pas forcément comptabilisé. Ce n'est pas une nouveauté mais le contexte Covid ayant surgonflé le recours au vote par correspondance, des milliers de suffrages

pourraient ne pas être comptabilisés pour diverses raisons, dans une proportion suffisante pour faire basculer un état, ou deux, et peut-être l'élection (qui s'est jouée à 77 000 voix réparties dans trois états en 2016). Dans un cas comme dans l'autre, on peut aisément imaginer comment chaque camp s'imaginerait lésé, à tort ou à raison, et pourrait en venir aux mains... Ou aux armes.

C'est donc l'essence même de la démocratie américaine qui se joue. On la savait imparfaite, on ne l'imaginait pas en si mauvaise santé. La polarisation ne date pas de Trump, mais elle s'est généralisée, en passant des élites politico-médiatiques à l'ensemble du pays. Il y a toujours eu deux Amériques – dans les rédactions. La population était plus nuancée. Le trumpisme a clivé l'opinion avec une gourmandise non feinte : on adore ou on abhorre, personne n'a un avis mi-figue mi-raisin sur le président.

L'enjeu numéro un pour beaucoup d'électeurs c'est de le sortir de la matrice politique américaine. Restera à voir si le trumpisme sans Trump est un poulet sans tête, qui gambade un peu et finit par choir, et restera à voir ce qui suivra. Pas garanti que ce soit un conservatisme modéré, civil et courtois. Pour les observateurs, comme pour les propriétaires de voitures des centres-villes, l'ambiance est plutôt à "Gimme Shelter". ®



par LAURIC HENNETON  
@lauric\_henneton

# Le rêve américain

## à l'épreuve de la présidence Trump

Journée d'étude organisée par Lauric Henneton  
au Centre à Paris de l'Université de Chicago

### 1. PUISSANCE

- La remise en question des alliances stratégiques : la fin du multilatéralisme ?
- La cyberdéfense, nouveau front de la puissance ?
- La guerre commerciale : la fin du libre-échange ?

### 2. TRAVAIL

- L'éducation est-elle encore la clé vers la classe moyenne ?
- Immigration : le rêve américain compromis ?
- L'illusion du plein emploi ?
- Opiïdes, suicides, alcoolisme : l'explosion de la mortalité



Revivez l'intégralité de la journée

Table ronde animée par  
Belkacem Bahlouli de  
**RollingStone**

### 3. ÉGALITÉ

- Les communautés LGBT+, l'autre combat pour les droits civiques ?
- Les Noirs et la (très) longue marche pour les Droits civiques
- A qui appartient le corps des femmes ?

### 4. ESPACE

- Les banlieues, icônes de la réussite à l'américaine ?
- Les Américains et la voiture : une idylle en danger ?



## L'Hebdo

Le magazine qui se lit,  
se regarde et s'écoute. Chaque  
semaine, un condensé  
de toute l'actualité en version  
100 % interactive\*

[ROLLINGSTONE.FR/HEBDO](http://ROLLINGSTONE.FR/HEBDO)

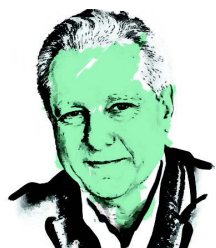
\*INCLUS POUR TOUT ABBONNEMENT  
INTÉGRAL OU NUMÉRIQUE







# La bataille pour l'âme de l'Amérique



par Yves Bigot

LA QUESTION EST TOUJOURS DE SAVOIR si critiquer son pays fait de vous un traître ou un patriote lanceur d'alerte contre les dérives du pouvoir. Le maccarthysme, Sacco et Vanzetti, la censure de "Talking

John Birch Society Blues", les persécutions et la surveillance dont ont été victimes Charlie Chaplin, Allen Ginsberg, Lenny Bruce, Phil Ochs, Jim Morrison ou le John Lennon new yorkais, les campagnes de dénigrement contre Joan Baez et Jane Fonda, le fichage par le FBI de quantité d'artistes (y compris Brigitte Bardot !), le PMRC, rappellent de quel côté se situent les artistes américains. The House Committee on Un-American Activities, créé en 1938, chargé d'investiguer la déloyauté de citoyens, employés des services publics et organisations suspects de connivence avec l'ennemi communiste ou fasciste, a ainsi pourchassé les réalisateurs d'Hollywood, blacklisté Woody Guthrie, Pete Seeger, les Weavers. Cette filiation folk, portée par Joan Baez et Bob Dylan, a vu se multiplier les protest songs et a nourri la contestation au sein du rock. Mais c'est l'assassinat de John Kennedy - "A Murder Most Foul" - qui déclencha la prise de conscience d'une génération pour laquelle "The Times They Are A-Changing".

Et si contrairement au Rock'n'roll President Jimmy Carter, Richard Nixon ("Ohio"), Ronald Ray-Guns ("Land of Confusion") et George Bush Jr. ("Let's Impeach the President"), se sont attirés les foudres des chanteurs américains, jamais aucun ne les a révoltés comme Donald Trump. Pas uniquement parce qu'il utilise leurs hymnes dans ses meetings contre leur consentement, de John Fogerty à Rihanna, R.E.M. et les héritiers de Tom Petty. Les femmes se sont mobilisées les premières, Cher en tête : "Il s'en fout de restaurer la grandeur de l'Amérique. Il veut juste qu'elle soit hétéro et blanche. Il raconte les âneries les plus barrées. C'est juste un sale connard."

Les Afro-américains, ciblés par son refus de condamner le racisme systémique et par sa complaisance envers différents groupes de suprémacistes blancs, la mansuétude dont il fait preuve envers les crimes policiers, leur ont emboîté le pas, enflammés par le mouvement #BlackLivesMatter. Et comme au plus fort des Sixties, les musiciens, d'Eminem aux Drive-By Truckers, qui après *The Unraveling*, fustigent dans leur nouvel album *The New OK*, cette "bataille pour l'âme de l'Amérique". Neil Young non content d'alimenter d'invectives à l'encontre du chef de l'état dont il vient d'épouser la nationalité le Times-Contrarian sur le site de ses archives, publie *The Times*. Cet EP où il reprend le brûlot de Dylan réactualise en 2020 son propre "Lookin' For a Leader" avec des paroles cinglantes qui appellent à soutenir Joe Biden et crucifient son adversaire : "Nous n'avons rien à faire d'un leader Qui construit des murs autour de notre maison

Ne sait pas que les vies noires importent : Il est temps de le dégager par les urnes."

Sur *Letter to You*, Bruce Springsteen vante les valeurs morales du rock, au cœur même du rêve américain, ce qui constitue une profession de foi en soi : "Rainmaker" y stigmatise métaphoriquement l'actuel occupant du Bureau Oval. L'impossibilité de porter son répertoire sur les scènes de l'Amérique comme il l'avait envisagé l'a conduit à exprimer plus drastiquement son opinion dans le *Late Late Show* : "J'ai confiance dans le fait qu'il sera viré. Ces quatre dernières années ont été épouvantables. Je le prédis : le Président Trump perdra, Joe Biden sera le prochain président, et si ce n'est pas le cas, soyez prêts à m'accueillir en Irlande."

L'indifférence du chef de l'exécutif et son soutien aux forces de l'ordre dans l'affaire George Floyd, son aveuglement envers le réchauffement climatique et son incurie face à la pandémie de COVID-19, ont mobilisé rappers, divas R'n'B, rockers, singer-songwriters. Même Dolly Parton, féministe country, mais traditionnellement prudente sur les questions partisans : "Bien sûr, les vies noires importent ! Est-ce qu'on pense que seuls nos petits culs blancs comptent ? Non !" Et affirme son soutien aux manifestants antiracistes : "Je comprends que les gens aient besoin de se faire connaître et reconnaître" dit-elle à *Billboard*. Billie Eilish, qui se targue de ne pas s'intéresser à la politique, résume l'état d'esprit de cet automne si troublé et décisif : "Si la justice sociale et l'égalité des chances vous importent et si vous voulez des dirigeants qui fassent quelque chose pour le climat avant qu'il soit trop tard, il faut voter." 🗳

# FIGHT THE POWER

## 40 CHANSONS ENGAGÉES

**“À** nous de prendre position et d'exiger qu'ils cessent de nous tuer”, déclare Beyoncé en 2016. Lorsque la star parle comme une activiste, un changement est en train de se produire. Ces dernières années ont été marquées par l'engagement dans la pop avec des artistes contestant la présidence de Trump, et l'émergence du mouvement Black Lives Matter. Ils contribuent à un héritage vieux de plusieurs décennies, allant de Woody Guthrie et Pete Seeger, puis de Sam Cooke, John Fogerty et Joni Mitchell, à la soul, le reggae et le punk des seventies, au rap politique des eighties et au féminisme “riot grrrl” des nineties. Qu'est-ce qui constitue une chanson engagée? Certaines, comme “Strange Fruit” de Billie Holiday et “Black Lives Matter” de Teejayx6 affrontent l'horreur de l'oppression et la violence; d'autres, dont “Fuck tha Police” de N.W.A et “American Idiot” de Green Day, sont des coups de gueule brisant la complaisance de la vie politique; d'autres enfin mêlent rage et chagrin. “Je suis là pour chanter les chansons qui vous rendent fiers de vous”, a dit un jour Guthrie. Voici une playlist pour manifester.



Guthrie au début des années 40

### “ALL YOU FASCISTS”

WOODY GUTHRIE 1944

“Cette machine tue les fascistes”, avait inscrit Woody Guthrie sur sa guitare acoustique. Le natif de l'Oklahoma a grandi au milieu du Dust Bowl et de la Grande Dépression des années 1930, devenant le chanteur folk le plus mythique d'Amérique. Il écrit “All You Fascists” durant la Deuxième Guerre mondiale. Dans une émission de radio de 1944, il annonce: “Nous allons montrer à ces fascistes ce que peuvent faire deux hillbillies!” C'est un morceau turbulent, avec le bluesman Sonny Terry à l'harmonica. Un an avant la fin de la guerre, Guthrie parle de la longue bataille à venir – battre Hitler et Mussolini, ainsi que l'oppression chez lui, du racisme aux répressions antisyndicales. Comme il l'explique dans une lettre à sa fille pas encore née: “Je pourrais peut-être te parler de fascisme. C'est un grand mot qui se cache dans de jolis petits coins.” Guthrie a vu le pire de l'Amérique, mais cette chanson l'imagine à son meilleur et donne envie de se battre pour cet avenir.

### “Strange Fruit”

Billie Holiday 1939

Écrite par un professeur juif du Bronx et enregistrée de façon définitive avec une force glaçante par Billie Holiday, cette déclaration anti-lynchage de 1939 a surpris le public avec son imagerie dure: “Scène pastorale du noble Sud/Les yeux saillants et la bouche tordue.” Elle a, depuis, été très souvent reprise, en particulier par Nina Simone, dont la version de 1965 samplée sur “Blood on the Leaves” de Kanye West, est toujours aussi poignante et d'actualité.

### “We Shall Overcome”

Pete Seeger 1948

Pionnier de la folk, Pete Seeger adapte le chant de travail des années 1940, “We Will Overcome”, pour en faire sa propre version en 1948. Il devient incontournable durant le mouvement pour les droits civiques, joué par Joan Baez à la Marche sur Washington et cité par le président Lyndon Johnson lorsqu'il signe le Voting Rights Act, en 1965. Il résonne toujours dans le monde en tant qu'hymne universel de liberté et de solidarité.

### “The Lonesome Death of Hattie Carroll”

Bob Dylan 1964

En 1963, Hattie Carroll travaillait lors d'un gala à Baltimore, quand William Devereux Zantzinger, un

riche planteur de tabac blanc, l'a battue à mort avec une canne. Ce crime pousse Bob Dylan à écrire une chanson triste et rageuse, rendant hommage à Carroll ("*Qui portait les plats et sortait les poubelles/Et n'a jamais pris place en bout de table*"), et condamnant son tueur et le système judiciaire qui ne lui donne qu'une peine de six mois. Des décennies plus tard, ces paroles ont conservé leur clarté tragique.

**"Mississippi Goddam"**

**Nina Simone 1964**  
Avant 1963, Nina Simone ne s'intéressait pas aux chansons sur l'actualité, les jugeant "*simples et sans imagination*". Puis un attentat dans une église tue quatre enfants noirs, et le militant de la NAACP, Medgar Evers, est abattu... Une chanson "*a jailli de moi plus vite que je ne pouvais l'écrire*", a-t-elle déclaré, faussement enjouée. "Mississippi Goddam" a canalisé l'humeur d'une nation sous le choc.

**"A Change Is Gonna Come"**

**Sam Cooke 1964**  
Cinq mois avant que le Congrès vote le Civil Rights Act de 1964, Sam Cooke résume la longue lutte et le nouvel espoir de l'époque, s'inspirant de "Blowin' in the Wind" de Dylan et puisant dans la colère qu'il a ressentie lorsqu'on lui a refusé une chambre dans un hôtel en Louisiane. Quand Barack Obama est élu président, en 2008, il cite la chanson dans son discours inaugural.

**"I Ain't Marching Any More"**

**Phil Ochs 1965**  
Phil Ochs a été la conscience de la scène folk des sixties, dénonçant l'hypocrisie de l'establishment politique bien après que la plupart de ses pairs eurent arrêté la chanson engagée. Cette attaque anti-guerre, où il pointe le coût humain de la



# "RESPECT"

**ARETHA FRANKLIN 1967**

"Un cri de guerre, dira Aretha Franklin. Tout le monde a besoin de respect." Inversant les sexes dans la version originale d'Otis Redding de 1965, elle a transformé un morceau écrit du point de vue d'un homme exigeant avec arrogance le respect de sa partenaire, en hymne universel pour les femmes, y ajoutant les inoubliables "R-E-S-P-E-C-T" et "sock it to me". Après des années de faux départs, il a lancé sa carrière en pleine explosion du black power et du féminisme. Quand Jerry Wexler, producteur de "Respect" à la tête d'Atlantic Records, a passé la version de Franklin à Redding, ce dernier a dit: "Je viens de perdre ma chanson."

machine militaire américaine depuis 1812, est un bon exemple de ses dénonciations cinglantes: "Ce sont toujours les anciens qui nous mènent aux guerres, toujours les jeunes qui tombent." Plus l'opposition à la guerre au Vietnam s'est renforcée, plus la chanson est devenue un standard.

**"Say It Loud, I'm Black and I'm Proud"**

**James Brown 1968**  
Présenté comme "un message de James Brown au peuple américain", l'hymne à la fierté noire et à l'autodétermination du parrain de la soul est assez radical pour qu'il ait invité un groupe de jeunes à chanter sur le refrain, dans l'espoir que leurs jolies voix rendent son contenu moins

menaçant. Les programmeurs radio résistent d'abord, mais son message ne peut pas être nié et la chanson se classe n° 1 dans les charts R'n'B.

**"Fortunate Son"**

**CCR 1969**  
Au plus fort de la guerre du Vietnam, le chanteur John Fogerty écrit ce rock furieux sur le fait que les jeunes de la classe ouvrière sont envoyés se battre dans une guerre de riches. "Pour moi, ces soldats étaient mes frères", a raconté John Fogerty, qui a été réserviste dans l'armée américaine. Quand George W. Bush embarque l'Amérique dans la guerre en Irak, en 2003, Fogerty et Bruce Springsteen jouent des versions vibrantes de "Fortunate Son" aux concerts Vote for Change, en soutien à John Kerry.

Le parrain de la soul, James Brown



**"Is It Because I'm Black?"**

**Syl Johnson 1969**  
Frappé par l'assassinat de Martin Luther King Jr., Syl Johnson, chanteur de soul de Chicago né dans le Mississippi, déverse son désespoir dans cette lamentation rageuse de sept minutes: "Quelque chose me retient/Est-ce parce que je suis noir?" chante-t-il, touchant un nerf à vif toujours enflammé.

**"Give Peace a Chance"**

**Plastic Ono Band 1969**  
John Lennon et Yoko Ono sont au milieu de leur second "Bed-In for Peace", dans un hôtel de Montréal, quand ils enregistrent la chanson qui devient le premier single solo de John. "Personne n'a donné à la paix une vraie chance, a-t-il déclaré. Gandhi l'a tenté, Martin Luther King aussi, ils ont été tués."

**"Whitey on the Moon"**

**Gil Scott-Heron 1970**  
Alors que l'Amérique s'autocongratule après l'alunissage d'Apollo, le poète et activiste noir Gil Scott-Heron débute ce classique de 1970 par "Un rat a mordu ma sœur Nell/ Et les Blancs sont sur la Lune/Son visage et ses bras se sont mis à enfler/Et les Blancs sont sur la Lune." La dénonciation la plus acerbe du privilège blanc jamais enregistrée.

**"Ohio"**

**Crosby, Stills, Nash, and Young 1970**  
"On parlait au nom de notre génération", a dit Young. Inspiré par la fusillade de l'université d'État de Kent, dans Life, où quatre étudiants ont été tués par la Garde nationale, Young écrit une chanson mélancolique et directe qui aurait fait pleurer en studio son partenaire, David Crosby.

**"War"**

**Edwin Starr 1970**  
Quand il s'agit de grandes chansons engagées, la subtilité n'est pas toujours



# “WHAT’S GOING ON”

**MARVIN GAYE 1971**

Le 15 mai 1969, Ronald Reagan, gouverneur de Californie, envoie des centaines de policiers dans le People’s Park, à Berkeley, une sorte de zone autonome de jeunes manifestants. Renaldo “Obie” Benson, basse des Four Tops, assiste aux événements, ce qui le pousse à écrire “What’s Going On”. Il l’achève avec Al Cleveland, employé de Motown, puis Marvin Gaye, qui a entendu les histoires éprouvantes de son frère revenu du Vietnam, et ajoute au titre son sentiment d’angoisse. Motown refuse d’abord de sortir un morceau aussi pointu et ambigu, mais son succès ouvre un nouvel âge de liberté pour les artistes du label.

de mise, comme le prouvent les piliers de Motown, Norman Whitfield et Barrett Strong, avec “War”. L’original des Temptations est plus funky, mais Edwin Starr ajoute une urgence puissante qui propulse le morceau en haut des charts. C’est ce “Huh! What is it good for?” entendu partout dans le monde.

**“Big Yellow Taxi”  
Joni Mitchell 1970**

En voyage à Hawaï, la chanteuse folk canadienne d’origine et installée à Laurel Canyon regarde par la fenêtre de son hôtel, voit un coin de paradis recouvert par un parking et écrit ce morceau pop élégant et écolo, chantant: “Arrêtez le DDT.” L’utilisation du produit a été interdite en 1992...

**“Impeach the President”  
The Honey Drippers 1973**

Les Honey Drippers étaient un groupe de lycéens noirs du Queens, réunis par un songwriter de Géorgie, Roy C. Hammond. Quand le Congrès annonce une procédure d’impeachment contre Donald Trump, en 2019, le streaming de leur hit de l’ère du Watergate bondit de 1053 %.

**“You Haven’t Done Nothin”  
Stevie Wonder 1974**

“Tout le monde te promet tout, mais au final, rien n’en ressort”, assure Stevie à propos de “You Haven’t Done Nothin”, coup de griffe funky contre la négligence et l’apathie. Sortie deux jours avant la démission de Nixon, la chanson sera un hit de plus pour Stevie.

**“Them Belly Full (But We Hungry)”  
Bob Marley 1974**

Bob Marley est une star mondiale en 1974, mais il n’a pas oublié d’où il vient. Ce temps fort de *Natty Dread* distille sa philosophie de “voix du peuple” en avertissement pour les classes dirigeantes de Jamaïque et du monde. Au moment du pont, il invite les auditeurs à “oublier [leurs] soucis et danser”, ce qui en fait un véhicule encore plus efficace pour son message sur l’inégalité économique.

**“Oh Bondage Up Yours!”  
X-Ray Spex 1977**

Avec à sa tête l’explosive anglo-somalienne Poly Styrene, X-Ray Spex met le feu à la scène punk de Londres grâce à ce cri de ralliement contre le

consommérisme sexiste et son rôle dans l’oppression des femmes. “Certains pensent que les petites filles devraient être vues et pas entendues, crie-t-elle, mais je pense, ‘Oh, servitude! Dans ton cul!’”, sa voix résonnant à travers des générations de résistance féministe.

**“(Sing If You’re) Glad to Be Gay”**

**Tom Robinson Band 1978**  
Tom Robinson, chanteur new wave ouvertement gay, s’attaque à l’homophobie avec cette chanson acerbe et enjouée, dénonçant la police et les médias, et décrivant des incidents au cours desquels ses amis ont été tabassés. Il se radoucit dans le refrain: “Chante si tu es fier d’être gay”, luttant contre l’oppression avec une fierté communautaire.

**“The Message”  
Grandmaster Flash and the Furious Five 1982**

Grandmaster Flash and the Furious Five livrent cette salve historique de réalisme urbain, alors que le hip-hop n’est encore qu’une musique pour faire la fête. Dressant un portrait sombre de la vie dans les cités sous Reagan, “The Message” prouve que le rap pouvait, comme l’a dit Flash, “exprimer des choses ayant une signification sociale et une vérité”.

**“Born to Die”  
MDC 1982**

Sur “Born to Die”, MDC, punks du Texas, alertent sur la violence des skinheads, lors de concerts hardcore, scandant “Pas de guerre, de KKK, d’USA fascistes!” Des décennies plus tard, ce slogan apparaît dans des rassemblements, “Pas de Trump” remplaçant “Pas de guerre”. Billie Joe Armstrong l’a même crié aux American Music Awards, en 2016.

**“Fuck tha Police”  
N.W.A 1988**

Ice Cube a dit que “*Fuck tha Police*” a mis “400 ans à

se faire”. Puisant dans son expérience des flics racistes à L.A., il a conçu cette diatribe de six minutes, dans laquelle “Judge Dre”, rend un jugement qui fait écho encore aujourd’hui.

**“Fight the Power”  
Public Enemy 1989**

Détournant le refrain du single funk des Isley Brothers, “Fight the Power”, en 1975, et s’en prenant aux institutions “carrément racistes”, d’Elvis à la poste, le groupe donne au rap son plus grand morceau politique. Grâce à la vidéo réalisée par Spike Lee, le radicalisme noir se retrouve en rotation haute sur MTV.

**“Killing in the Name”  
Rage Against the Machine 1991**

Les gauchistes rap-rock secouent le mosh pit en méditant sur l’état des services de police de l’Amérique moderne, qui restent un terreau fertile pour des groupes de suprémacistes blancs, comme le Klan.

**“Feels Blind”  
Bikini Kill 1991**

Les guerrières riot-grrrl déclenchent une explosion féministe punk dans les années 90, avec le slogan “*Revolution Girl Style Now!*” Bikini Kill fait de “Feels Blind” un exorcisme rock’n’roll sur le fait d’être une fille et de grandir entourée de misogynie, Kathleen Hanna grognant: “*En tant que femme, on m’a appris à toujours avoir faim.*” Carrie Brownstein, de Sleater-Kinney, a dit ensuite: “*C’est la première fois que quelqu’un a exprimé mon sentiment d’aliénation.*”

**“Ride the Fence”  
The Coup 2001**

Depuis 25 ans, Boots Riley, de The Coup, est l’une des voix les plus radicales du hip-hop. “Ride the Fence” s’en prend à l’impérialisme, au FBI, aux briseurs de grève et... aux boissons trop chères, entre autres



Kendrick Lamar  
en 2015

fléaux ! Il ne s'agit pas non plus de slogans : le funk d'Oakland de The Coup rend ce manifeste "joyeux comme des évasions de prison", assure Boots.

#### "American Skin (41 Shots)"

**Bruce Springsteen 2001**  
La réaction attristée de Springsteen au meurtre brutal d'Amadou Diallo par la police, en 1999, lui a valu de se faire traiter de "putain d'ordure" par des organisations policières. "Ce n'est pas un secret/On peut être tué du fait de vivre dans sa peau américaine", chante-t-il. Il a repris la chanson dans les années 2010, la dédiant cette fois à la mémoire de Trayvon Martin, tandis que le reste de l'Amérique blanche réalisait que "les vies noires comptent".

#### "American Idiot"

**Green Day 2004**  
La condamnation par Green Day du chauvinisme inepte a transpercé la conformité glauque de l'Amérique des "freedom fries" et du Patriot Act, devenant le meilleur morceau rock contestataire à l'époque. "On passe par des phases où personne ne parle plus de rien, a déclaré Armstrong à *Rolling Stone*. C'est ce qui se passait avant

la guerre en Irak."

#### "Alright"

**Kendrick Lamar 2015**  
Le temps fort – produit par Pharrell Williams – du chef-d'œuvre de Kendrick Lamar, *To Pimp a Butterfly*, est devenu un standard moderne pour les droits civiques quand son refrain scandé, "We gon' be alright", est apparu aux rassemblements Black Lives Matter et anti-Trump. Vibrant et doux-amer, il a même été comparé à "We Shall Overcome". "Je voulais l'aborder de façon plus entraînante, mais agressive, a déclaré Lamar. Ne pas jouer la victime et garder cette force du 'Nous'."

#### "Freedom"

**Beyoncé feat. Kendrick Lamar 2016**  
Beyoncé fait une prestation marquante lors du show de mi-temps du Super Bowl, menant un groupe de femmes noires dans une tenue évoquant celle des Black Panthers. Son radicalisme libéré éclate avec la même force sur "Freedom", sa chanson politique la plus captivante, avec l'aide de Kendrick Lamar. Quand elle chante "I can't move", la phrase fait écho à "I can't breathe", derniers mots d'Eric Garner

avant d'être mortellement étouffé par la police.

#### "Mexican Chef"

**Xenia Rubinos 2016**  
Quand on pense "résistance", on imagine descendre dans les rues. L'artiste cubano-portoricaine Xenia Rubinos l'emmène dans les foyers et cuisines américaines : "Le latino promène ton bébé/Le latino sort ton chien/Le latino a élevé l'Amérique à la place de sa maman", chante-t-elle sur "Mexican Chef", qui rappelle que, sans le travail des Latinos, les États-Unis s'arrêteraient simplement.

#### "Don't Shoot"

**Shea Diamond 2019**  
"On me hurlait dessus parce que je marchais comme une fille," raconte Shea Diamond à propos de sa jeunesse dans le Michigan. Elle explore l'aliénation, la solitude et la terreur trop souvent subies par les femmes noires trans sur le frappant "Don't Shoot". Diamond y raconte son histoire, y compris les années de prison après un hold-up pour se procurer de l'argent afin de payer son opération.

#### "FTP"

**YG 2020**  
En 2016, YG, le rappeur de Compton, sort "FDT (Fuck Donald Trump)", un classique instantané. Après la mort de George Floyd, il le transforme en "FTP", mise à jour du toujours fiable "Fuck tha Police" de N.W.A. Outre sa colère, YG capture aussi la fatigue d'assister à des manifestations dans une boucle sans fin d'injustices raciales. "Fatigué, marre des pancartes, on est sur le terrain, déclare-t-il, avant d'ajouter, je suis fatigué d'être fatigué d'être fatigué."

#### "Black Lives Matter"

**Teejayx6 2020**  
Parfait exemple de la réaction rapide de la musique engagée en 2020, "Black Lives Matter", du rappeur de Détroit Teejayx6, est sorti quelques jours après la mort de George Floyd avec le hashtag #RIP GEORGEFLOYD et une vidéo contenant des images des derniers instants de Floyd, ainsi que d'autres exemples de violences policières contre des Noirs. "Un Noir de plus

vient de mourir à l'écran, rappe-t-il. On ne peut même pas utiliser nos marteaux/Tout ce qu'on peut dire, c'est 'Black Lives Matter'."

#### "2020 Riots: How Many Times"

**Trey Songz 2020**  
"Je sais que ce n'est pas mon message en général et que vous n'avez pas l'habitude de m'entendre dire ça, mais j'ai toujours été comme ça", a écrit Trey Songz en introduction de ce nouveau titre, conçu au milieu des manif. Sur cette chanson, il passe de son R'n'B sensuel à un son teinté de gospel, posant une litanie de questions ("Combien de mères doivent pleurer? Combien de frères doivent mourir?"), dont les réponses vous briseront le cœur.

#### "The Bigger Picture"

**Lil Baby 2020**  
Le rappeur superstar d'Atlanta utilise sa célébrité pour offrir ce qui pourrait être la chanson emblématique du mouvement Black Lives Matter depuis la mort de George Floyd. "The Bigger Picture" est pleine de rage, de paranoïa et de chagrin, prenant une résonance cathartique car elle sonne comme si Lil Baby gérait sa douleur en temps réel, cherchant les mots justes pour exprimer la violence engouffrant son monde : "Je trouve fou que la police te tire dessus et te sache mort mais te demande quand même de t'immobiliser." C'est la voix de l'Amérique.

# "I CAN'T BREATHE"

H.E.R. 2020

Apparaissant dans la série de concerts *iHeartRadio Living Room*, H.E.R., artiste montante de R'n'B, a débuté son set du 10 juin par une nouvelle chanson, "I Can't Breathe", présentée ainsi : "Ces paroles étaient faciles à écrire car elles sont venues d'une conversation sur ce qui se passe à présent, et le changement nécessaire. Je pense que la musique est puissante quand il s'agit de changer et d'apaiser et c'est pourquoi j'ai écrit cette chanson – pour laisser une marque dans l'histoire." Soit un blues acoustique, intime et triste ; H.E.R. accompagnée par un orgue et une guitare électrique. "Prier pour le changement car la douleur te rend sensible, chante-t-elle. Tous les noms dont tu refuses de te souvenir/Était-ce le frère, l'ami de quelqu'un/Ou le fils d'une mère qui pleure, chante/Je ne peux pas respirer, tu me retires la vie."

#### CONTRIBUTEURS

Jonathan Blistein, Jonathan Bernstein, David Browne, Jon Dolan, Suzy Exposito, Andy Greene, Kory Grow, Brian Hiatt, Christian Hoard, Elias Leight, Angie Martoccio, Rob Sheffield, Hank Shteamer, Simon Vozick-Levinson

NUMÉRO COLLECTOR

# Rolling Stone

Le guide ultime

**KEITH  
RICHARDS**

**UN STONE EN SOLO**

*Interview exclusive*



**CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX DÈS LE 13 NOVEMBRE**

Et sur [boutique.rollingstone.fr](http://boutique.rollingstone.fr)